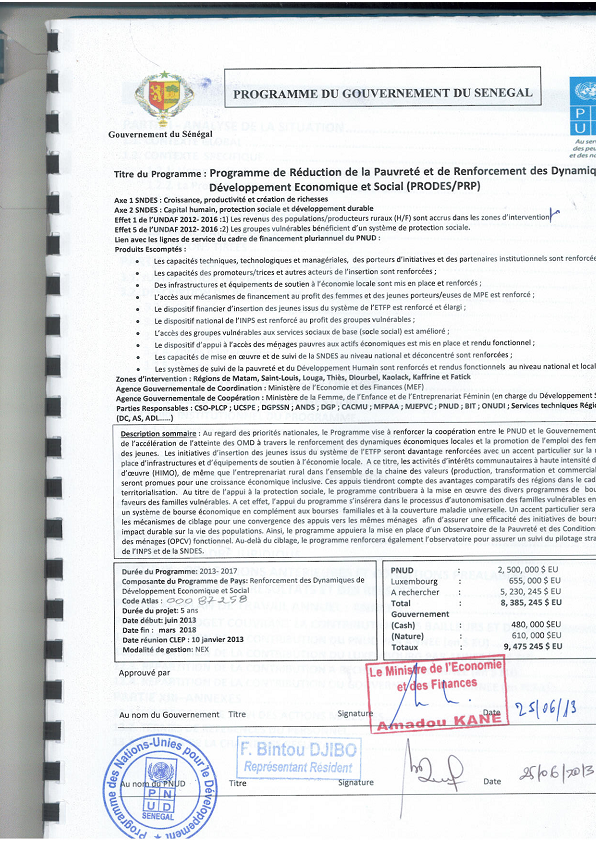
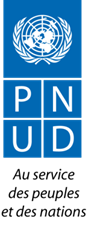
****

****

**PROGRAMME DU GOUVERNEMENT DU SENEGAL**

****

**Gouvernement du Sénégal**

**Titre du Programme : Programme de Réduction de la Pauvreté et de Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES/PRP)**

**Axe 1 SNDES : Croissance, productivité et création de richesses**

**Axe 2 SNDES : Capital humain, protection sociale et développement durable**

**Effet 1 de l’UNDAF 2012- 2016 :**1) Les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention.

**Effet 5 de l’UNDAF 2012- 2016 :**2) Les groupes vulnérables bénéficient d’un système de protection sociale**.**

**Lien avec les lignes de service du cadre de financement pluriannuel du PNUD :**

**Produits Escomptés :**

* Les capacités techniques, technologiques et managériales, des porteurs d’initiatives et des partenaires institutionnels sont renforcées ;
* Les capacités des promoteurs/trices et autres acteurs de l’insertion sont renforcées ;
* Des infrastructures et équipements de soutien à l’économie locale sont mis en place et renforcés ;
* L’accès aux mécanismes de financement au profit des femmes et des jeunes porteurs/euses de MPE est renforcé ;
* Le dispositif financier d’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP est renforcé et élargi ;
* Le dispositif national de l’INPS est renforcé au profit des groupes vulnérables ;
* L’accès des groupes vulnérables aux services sociaux de base (socle social) est amélioré ;
* Le dispositif d’appui à l’accès des ménages pauvres aux actifs économiques est mis en place et rendu fonctionnel ;
* Les capacités de mise en œuvre et de suivi de la SNDES au niveau national et déconcentré sont renforcées ;
* Les systèmes de suivi de la pauvreté et du Développement Humain sont renforcés et rendus fonctionnels au niveau national et local.

**Zones d’intervention : Régions de Matam, Saint-Louis, Louga, Thiès, Diourbel, Kaolack, Kaffrine et Fatick**

**Agence Gouvernementale de Coordination :** Ministère de l’Economie et des Finances (MEF)

**Agence Gouvernementale de Coopération :** Ministère de la Femme, de l’Enfance et de l’Entreprenariat Féminin (en charge du Développement Social)

**Parties Responsables : CSO-PLCP ; UCSPE ; DGPSSN ; ANDS ; DGP ; CACMU ; MFPAA ; MJEPVC ; PNUD ; BIT ; ONUDI ; Services techniques Régionaux**

**(DC, AS, ADL……)**

**Description sommaire :** Au regard des priorités nationales, le Programme vise à renforcer la coopération entre le PNUD et le Gouvernement en vue de l’accélération de l’atteinte des OMD à travers le renforcement des dynamiques économiques locales et la promotion de l’emploi des femmes et des jeunes. Les initiatives d’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP seront davantage renforcées avec un accent particulier sur la mise en place d’infrastructures et d’équipements de soutien à l’économie locale. A ce titre, les activités d’intérêts communautaires à haute intensité de main-d’œuvre (HIMO), de même que l’entreprenariat rural dans l’ensemble de la chaine des valeurs (production, transformation et commercialisation) seront promues pour une croissance économique inclusive. Ces appuis tiendront compte des avantages comparatifs des régions dans le cadre de la territorialisation. Au titre de l’appui à la protection sociale, le programme contribuera à la mise en œuvre des divers programmes de bourses en faveurs des familles vulnérables. A cet effet, l’appui du programme s’insérera dans le processus d’autonomisation des familles vulnérables en initiant un système de bourse économique en complément aux bourses familiales et à la couverture maladie universelle. Un accent particulier sera mis sur les mécanismes de ciblage pour une convergence des appuis vers les mêmes ménages afin d’assurer une efficacité des initiatives de bourse et un impact durable sur la vie des populations. Ainsi, le programme appuiera la mise en place d’un Observatoire de la Pauvreté et des Conditions de Vie des ménages (OPCV) fonctionnel. Au-delà du ciblage, le programme renforcera également l’observatoire pour assurer un suivi du pilotage stratégique de l’INPS et de la SNDES.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | |
|  |  | |
|  |  |

**Durée du Programme:** 2013- 2017

**Composante du Programme de Pays:** Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Social

**Code Atlas** :

**Durée du projet**: 5 ans

**Date début: juin 2013**

**Date fin : mars 2018**

**Date réunion CLEP : 10 janvier 2013**

**Modalité de gestion:** NEX

**PNUD :** 2, 500, 000 $ EU

Luxembourg **:** 655, 000 $ EU

A rechercher **:** 5, 230, 245 $ EU

**Total  : 8, 385, 245 $ EU**

**Gouvernement**

**(Cash)**  **:** 480, 000 $EU

**(Nature) :** 610, 000 $EU

**Totaux : 9, 475 245 $ EU**

Approuvé par

Au nom du Gouvernement Titre  Signature Date

Au nom du PNUD  Titre  Signature  Date

**SOMMAIRE**

[PARTIE I - ANALYSE DE LA SITUATION 6](#_Toc357633324)

[1.1. CONTEXTE GLOBAL 6](#_Toc357633325)

[1.2. CONTEXTE SPECIFIQUE 7](#_Toc357633326)

[1.2.1. L’emploi des femmes et des jeunes 7](#_Toc357633327)

[1.2.2. La Protection Sociale des Groupes vulnérables 7](#_Toc357633328)

[1.2.3. Enjeux, défis, opportunités 8](#_Toc357633329)

[PARTIE II – EXPERIENCES PASSEES 9](#_Toc357633330)

[2.1. PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS 9](#_Toc357633331)

[2.2. LECONS TIREES 10](#_Toc357633332)

[PARTIE III – PROGRAMME PROPOSE 11](#_Toc357633333)

[3.1. JUSTIFICATION DU PROGRAMME PRODES/PRP 11](#_Toc357633334)

[3.2. DESCRIPTION DU PROGRAMME 11](#_Toc357633335)

[3.2.1. Objectif Global du Programme 11](#_Toc357633336)

[3.2.2. Objectifs Spécifiques 11](#_Toc357633337)

[3.2.3. Populations cibles 12](#_Toc357633338)

[3.2.4. Zones d’intervention 12](#_Toc357633339)

[3.2.5. Composantes du Programme 13](#_Toc357633340)

[PARTIE IV - STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE 17](#_Toc357633341)

[PARTIE V -ARRANGEMENTS DE GESTION 20](#_Toc357633342)

[5.1. CADRE INSTITUTIONNEL DU PROGRAMME 20](#_Toc357633343)

[5.1.1. Ancrage du Programme 20](#_Toc357633344)

[5.1.2. Comité de Pilotage du Programme 20](#_Toc357633345)

[5.2. MODALITES D’EXECUTION 23](#_Toc357633346)

[PARTIE VI - DISPOSITIF DE SUIVI EVALUATION 23](#_Toc357633347)

[6.1. LES MODALITES DE SUIVI 23](#_Toc357633348)

[62. LES MODALITES D’EVALUATION 24](#_Toc357633349)

[6.3. AUDIT 25](#_Toc357633350)

[PARTIE VII – GESTION DES RISQUES 25](#_Toc357633351)

[PARTIE VIII - CADRE JURIDIQUE 25](#_Toc357633352)

[PARTIE IX - OBLIGATIONS ANTERIEURES ET CONDITIONS PREALABLES 26](#_Toc357633353)

[PARTIE X - CADRE DES RESULTATS ET DES RESSOURCES 26](#_Toc357633354)

[PARTIE XI –PLAN DE TRAVAIL ANNUEL : Année 1 37](#_Toc357633371)

[PARTIE XII–BUDGET COUVRANT LA CONTRIBUTION DES BAILLEURS ET DU GOUVERNEMENT 47](#_Toc357633386)

[12.1. REPARTITION DE LA CONTRIBUTION DU PNUD PAR ANNEE (en $ EU) 47](#_Toc357633387)

[12.2. REPARTITION DE LA CONTRIBUTION DU LUXEMBOURG PAR ANNEE (en $ EU) 48](#_Toc357633388)

[12.3. REPARTITION DE LA CONTRIBUTION A RECHERCHER PAR ANNEE (en $ EU) 49](#_Toc357633389)

[12.4. REPARTITION DE LA CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT PAR ANNEE (en FCFA) 50](#_Toc357633390)

[PARTIE XIII–ANNEXES 51](#_Toc357633391)

[13.1. SYNOPTIQUE DE SUIVI DES ACTIONS MAJEURES 51](#_Toc357633392)

[13.2. TERMES DE REFERENCES DU PERSONNEL 52](#_Toc357633393)

[13.3. SCHEMA DE LA CHAINE DES RESULTATS 57](#_Toc357633394)

**LISTE DES ACRONYMES**

AAF Assistant Administratif et Financier

AGR Activités Génératrices de Revenu

ANSD Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

APD Aide Publique au Développement

APDC Acteur Porteur de Dynamiques Communautaires

ARD Agence Régional de Développement

ARDES Agence de Réalisation pour le Développement Economique et Social

BIT Bureau International du Travail

BRS Banque Régionale de Solidarité

BRI Bureau Régional de l’Insertion

CAI Cellule d’Appui à l’Insertion

CAP Cellule d’Appui aux Projet/Programme

CCP Cadre de Coopération de Pays

CDMT Cadre de Dépenses à Moyen Terme

CDSMT Cadre de Dépenses Sectorielles à Moyen Terme

CPMD Centre Pilote du Millénaire pour le Développement

CL Collectivité Locale

CSE Centre de Suivi Ecologique

CSO/PLCP Cellule de Suivi Opérationnel des Programmes de Lutte contre la Pauvreté

CONGAD Conseil des ONG d’Appui au Développement

COLUPAS Collectif de la Société Civile pour la lutte contre la Pauvreté

DCEF Direction de Coopération Economique et Financière

DI Direction de L’investissement

DMP Délégation au Management Public

DPN Direction de la Planification Nationale

DHD Développement Humain Durable

DSRP Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

ETFP Enseignement Technique et Formation Professionnelle

ESAM Enquête Sénégalaise auprès des Ménages

ESPS Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal

FENU Fonds d’Equipement des Nations Unies

FDD Fonds de Dotation

FDL Fonds de Développement Local

FECL Fonds d’Equipement des Collectivités Locales

FEM Fonds pour l’Environnement Mondial

FORPROFEM Formation Professionnelle des Femmes

GPAO Programme Gouvernance pour l’Atteinte des OMD

GV Groupe Vulnérable

IMF Institution de Micro finance

IFAN Institut Fondamental d’Afrique Noire

INPS Initiative Nationale de Protection Sociale

IRJ Inspection Régionale de la Jeunesse

MAHR Ministère de l’Agriculture, de l’Hydraulique Rurale

MDL Maison du Développement Local

MEF Ministère de l’Economie et des Finances

MEPN Ministère de l’Environnement et de la Protection de la Nature

MIA Ministère de l’Industrie et de l’Artisanat

MPE Micro Projet d’Entreprise

MJFPE Ministère de la Jeunesse, Formation Professionnelle et Emploi

MS Ministère de la Santé

NEPAD Nouveau Partenariat pour le Développement de l’Afrique

NEX Exécution Nationale

OBCV Observatoire des Conditions de Vie des ménages

OCB Organisation Communautaire de Base

OMD Objectifs du Millénaire pour le Développement

OMS Organisation Mondiale pour la Santé

ONUDI Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

PADEL/PNDL Projet d’Appui au Développement Local/Programme National de Développement Local

PAM Programme Alimentaire Mondial

PIC Programme d’Investissement Communal

PLD Plan Local de Développement

PDQ Plan de Développement de Quartier

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

PVM Projet des Villages du Millénaire

PVVIH Personnes Vivant avec le Virus du Sida

PRODAC Programme d’Adaptation aux Changements Climatiques

PRP Programme d’appui à la mise en œuvre de la stratégie de Réduction de la Pauvreté

PRODES Programme de Renforcement des dynamiques de Développement Economique et Sociale

RCD Rapport sur la Coopération au Développement

RNC Réserves Naturelles Communautaires

RNDH Rapport National du Développement Humain

SADL Service d’Appui au Développement Local

SAS Service Action Sociale

SCA Stratégie de Croissance Accélérée

SDC Service du Développement Communautaire

SIG Système d’Information et de Gestion

SNU Système des Nations Unies

SNPS Stratégie Nationale de Protection Sociale

SNDES Stratégie Nationale de Développement Economique et Sociale

SFD Système Financier Décentralisé

ST Service Technique

UCAD Université Cheikh Anta Diop

UGB Université Gaston Berger

UCSPE Unité de Coordination et de Suivi de la Politique Economique

ZCO Zone de Concentration Opérationnelle

# PARTIE I - ANALYSE DE LA SITUATION

## 

## 1.1. CONTEXTE GLOBAL

1. La population du Sénégal est estimée à 13,6 millions habitants, en 2012, avec un taux annuel de croissance démographique de 2,6%. Cet accroissement démographique ne s’est pas accompagné d’une offre conséquente d’opportunités d’emplois durables et de services sociaux de base notamment pour les groupes vulnérables (Femmes, jeunes) vivant majoritairement en milieu rural. Selon les dernières estimations de 2010, 55% de la population sénégalaise vit en milieu rural, environ 52% de cette dernière est constituée de femmes, un Sénégalais sur deux a moins de 20 ans et près de deux Sénégalais sur trois ont moins de 25 ans.
2. Le Sénégal est classé parmi les Pays les moins avancés (154eme sur 187 selon le dernier Rapport Mondial du Développement Humain du PNUD/ RMDH 2012), avec un revenu national brut par habitant estimé à US$770 en 2010. Après un ralentissement de la croissance économique en 2011 (2,1%) contre 4,3% en 2010, il y a une certaine reprise de l’activité économique en 2012 (3,7%). Cette tendance à la reprise devrait se préciser en 2013 avec une prévision de 4,7%. Cette croissance a été soutenue par une bonne pluviométrie qui relance la production céréalière.
3. **S’agissant de l’incidence de la pauvreté**, elle a accusé une baisse peu significative en six ans, passant de 48,3% en 2005 à 46,7% en 2011 (Rapport ESPS II, Juillet 2011). Ce recul de la pauvreté est encore plus faible en milieu rural avec une baisse de moins de 1%, passant de 70 % en 2005 à 69,3% en 2011. La pauvreté demeure ainsi un phénomène essentiellement rural, même si en milieu urbain la vulnérabilité des ménages est assez notoire. Plus que la stagnation, la profondeur et la sévérité de la pauvreté ont augmenté, induisant une aggravation de la situation des plus pauvres.
4. L’avènement des crises alimentaire, économique, financière et énergétique avec leurs conséquences drastiques sur les conditions de vie des ménages en termes de perte de revenus, d’emplois et de difficultés d’accès aux services sociaux de base n’a fait qu’exacerber cette situation déjà précaire des populations vulnérables. Ceci a entrainé un basculement d’une frange importante de la population et principalement des ménages dirigés par les femmes dans l’extrême pauvreté et conséquemment un ralentissement dans l’atteinte des OMD et une faible valorisation du potentiel d’initiatives et de capacités productives des agents économiques.
5. Dans ce contexte, certains **Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD**) notamment en matière de réduction de la pauvreté paraissent de plus en plus difficiles à atteindre d’ici 2015. En effet, des contraintes majeures persistent encore, notamment au niveau du taux d’achèvement scolaire, la quasi-stagnation de l’incidence de la pauvreté avec une insécurité alimentaire élevée, le taux de mortalité maternelle encore élevé. En outre, l’indice des inégalités liées au genre (0,566) reste marqué par de grandes disparités sociales entre hommes et femmes. D’autres disparités entre les régions sont persistantes par rapport à l’accès aux infrastructures de base: eau potable et assainissement, infrastructures de transport, de conservation et de transformation des produits locaux, électricité et aménagements hydro-agricoles. Ce qui constitue des facteurs majeurs d’inégalité et d’inefficience dans la contribution à la croissance économique.
6. Ainsi, la tendance actuelle, bien que encourageante à certains égards, nécessite davantage d’efforts de la part du gouvernement du Sénégal ainsi qu’un soutien accru de la communauté internationale, pour permettre au Sénégal, tout comme à la plupart des pays africains, d’atteindre toutes les cibles des OMD en 2015. C’est pourquoi, le Sénégal s’est engagé d’une part, à mettre en place un cadre d’accélération des OMD portant principalement sur l’OMD1 relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d’autre part, sur un processus de consultation nationale pour définir ses priorités de développement après 2015.

## 1.2. CONTEXTE SPECIFIQUE

### 

### 1.2.1. L’emploi des femmes et des jeunes

1. En matière d’emploi, le chômage reste un problème crucial. La population active au Sénégal augmente à un rythme supérieur à l’offre d’emplois dans le secteur formel et/ou moderne. Selon les dernières estimations (ESPS II. 2011), le taux de chômage est de 10,2% au niveau national. Il est de 7,7% chez les hommes et de 13,3% au niveau des femmes. Par contre, le taux de chômage chez les jeunes est de 12,7%. Plus que l’excès de la demande de travail sur l’offre, ce sont le sous-emploi et l’inadéquation entre emploi/formation qui sont les principaux problèmes du marché de l’emploi. Le taux de sous-emploi représente 32% au sein de la population active.
2. A l’image de la structure de la pauvreté, l’emploi présente des disparités géographiques et de genre. L’exode vers les villes des jeunes et des femmes actives est un signe manifeste de déficit d’emplois productifs en milieu rural. En effet, la population active, majoritairement agricole, souffre d’un taux élevé d’analphabétisme et de sous-emploi et est exposée aux aléas. En cas de chocs climatiques comme la sécheresse, les femmes se trouvent pour la plupart du temps sans travail. Dans ces zones rurales, les revenus générés par les femmes ne proviennent pas systématiquement d’emplois salariés, mais principalement d’activités individuelles issues de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Par ailleurs, leurs moyens de production qui restent essentiellement rudimentaires pour près de 82,6% contre 79,4% chez les hommes ne permettent pas à leurs activités de générer des emplois.
3. Au niveau urbain, l’offre de formation est souvent en inadéquation avec le marché du travail. C’est surtout au niveau des jeunes diplômés que le taux de chômage est le plus élevé. Globalement les niveaux de formation professionnelle sont faibles et limités, entrainant, en partie, l’expansion du secteur informel. En ce qui concerne les femmes, elles s’investissent particulièrement dans le secteur informel plus souple et plus adapté à leurs capacités financières et au calendrier de leurs activités. Elles restent ainsi peu représentées dans le secteur formel et n’arrivent pas à s’investir dans les secteurs à haute valeur ajoutée. En outre, elles arrivent difficilement à sécuriser leurs faibles revenus en raison de leur propension à utiliser lesdits revenus pour des dépenses de consommation, de santé et d’éducation de leurs familles en l’absence de filets sociaux de sécurité.
4. La promotion de l’emploi des femmes et des jeunes ne peut à elle seule favoriser leur autonomisation sans une amélioration de leurs conditions d’accès aux infrastructures et aux services sociaux de base préalable à l’atteinte des OMD et d’un développement humain durable.

### 1.2.2. La Protection Sociale des Groupes vulnérables

1. La protection sociale est un facteur de résilience et d’opportunités qui permet d’assurer un minimum de bien être aux individus en luttant contre l’insuffisance monétaire, l’exclusion sociale, la discrimination et les risques de vie. Elle est définie comme un ensemble d’initiatives privées et publiques visant à réduire les risques dont sont exposées les populations et à améliorer leurs capacités d’autoprotection face aux chocs et à la perte de revenus qui menace leur bien-être. Elle assure les fonctions de **( i) Prévention** : en intervenant en amont pour éviter le basculement des populations dans la pauvreté avec les chocs ;**(ii) Protection :** en fournissant une assistance pour protéger les individus et les familles vulnérables contre des pertes catastrophiques et irréversibles de capital humain  (éducation pour les enfants, soins de santé pour les ménages);**(iii) Promotion :** en améliorant les revenus et les capacités des groupes vulnérables avec leur réinsertion dans le marché du travail et l’investissement dans le capital humain ; ce qui vise leur autonomisation socio- économique.
2. Au Sénégal, en l’absence d’un système de protection sociale intégrée, les personnes diminues et vulnérables basculent souvent dans l’extrême pauvreté, en cas de survenus de risques sociaux (maladies, accidents, perte d’emplois…). Il s’y ajoute une faible couverture d’assurance santé (20%) des populations et une inefficacité des mécanismes de protection sociale qui reste un des facteurs limitant de la baisse du taux d’incidence de la pauvreté. Sur un autre registre, le déficit de couverture des risques financiers associé à la maladie a des répercussions négatives sur les stratégies de lutte contre la pauvreté axées sur le financement des initiatives économiques locales par les mutuelles de crédit. En effet, l’existence de couverture aurait protégé davantage les revenus des ménages, et réduit les dépenses de santé supportées par les ménages.
3. Dans le souci de réduire la probabilité de perte dévastatrice du bien-être des populations, du basculement ou du maintien dans la pauvreté chronique des groupes vulnérables, le Gouvernement a élaboré la Stratégie Nationale de Protection Sociale 2005-2015 **(SNPS)**. C’est dans ce cadre que le Ministère en charge du Développement Social a conçu et mis en œuvre avec les différentes parties prenantes, **l’Initiative Nationale pour la Protection Sociale des groupes vulnérables (INPS).** Cette initiative se veut un cadre fédérateur des interventions en matière de protection sociale selon une approche globale, intégrée, participative et décentralisée. Elle repose sur, d’une part, un dispositif institutionnel (plateformes techniques opérationnelles des services déconcentrés de l’Etat) et communautaire (Acteurs Porteurs de Dynamiques Communautaires/APDC) et d’autre part, un **Modèle de ciblage géographique, communautaire et catégoriel.**

### 1.2.3. Enjeux, défis, opportunités

1. Suite à l’alternance démocratique de Mars 2012, les nouvelles autorités ont élaboré avec toutes les parties prenantes la **Stratégie Nationale de Développement Economique et Social (SNDES 2013 - 2017)** articulée aux trois axes que sont : (i) **L’accélération de la croissance économique, de la productivité et de la création de richesse** avec comme pilier essentiel la **Stratégie de Croissance Accélérée (SCA)** basée sur la **territorialisation** des activités productives en rapport avec les collectivités locales ; (ii) **Le développement du capital humain, la protection sociale et le développement durable à travers l’accès aux services sociaux de base, la protection des groupes vulnérables et la promotion de l’économie verte** ; (iii) La **gouvernance, institutions, paix et sécurité.**
2. Cette stratégie, tout en se fondant sur « une **vision à long terme de promotion d’une société sénégalaise émergente dans la solidarité intra et intergénérationnelle »,** vise à apporter une réponse aux enjeux et défis majeurs que sont (i) la faible productivité des facteurs de production et leurs coûts encore élevés ; (ii) le capital humain peu développé  et; (iii) les difficultés dans l’accès au financement pour les PME. L’économie souffre de déficits d’infrastructures en quantité et en qualité, de la faiblesse du tissu industriel et d’un faible niveau des investissements privés dans les secteurs productifs, source de génération d’emplois et de stabilité sociale.
3. **En matière d’entreprenariat et de création d’emplois**, malgré les efforts d’auto-emploi et de culture de l’entreprenariat promus par l’Etat, le potentiel de création d’entreprises reste limité. Le **défi majeur** à relever est d’inciter à l’entreprenariat compétitif, dans les domaines et secteurs porteurs, à travers des structurations économiques en chaînes de valeurs. Ceci implique le développement de partenariats féconds autour des filières porteuses dont les produits peuvent avoir une visibilité nationale ou internationale.
4. En effet, la promotion d’entreprises viables génératrices d’emplois durables, nécessite une **structuration des principales filières productives en chaînes de valeur** et la mise en œuvre de **projets de clusters locaux dans des secteurs à haut potentiel de création de valeur et haute intenté de main d’œuvre**. L’essor des micros et petites entreprises exige une meilleure exploitation de leurs régions en leur faisant tirer profit des avantages comparatifs de ces dernières en termes de filières porteuses et de potentiels de création d’emplois. Dans ce cadre, les filières productives au Sénégal sont identifiées dans les domaines de **l’agriculture, de l’élevage, de la pêche, de l’aquaculture et de l’artisanat** avec une chaine de valeur bien précise pour chacune d’elles.
5. La **Stratégie de croissance Accélérée (SCA),** à travers son **« approche grappe »** articulée à la territorialisation des activités productives, en rapport avec les collectivités locales, offre une opportunité de relever certains de ces défis, notamment par les initiatives d’incubateurs et réseaux d’incubateurs d’entreprises. Ces initiatives doivent être davantage exploitées au profit des populations locales jeunes et femmes. L’intervention du **Millénium Challenge Account (MCA)** dans l’axe nord constitue ainsi un terreau favorable à l’émergence et au développement des petites et moyennes entreprises de jeunes et de femmes capables d’amorcer le développement économique local.
6. **En matière de protection sociale**, malgré l’important dispositif d’appui aux groupes vulnérables, l’enjeu majeur d’améliorer leurs conditions socio-économiques demeure. En effet, l’accès aux ressources et aux facteurs de production, le renforcement du dispositif d’insertion sociale des groupes vulnérables, la consolidation et l’extension des mécanismes de transferts sociaux, la mise en place d'une couverture maladie universelle et l’amélioration des mécanismes de ciblage, d’information et de suivi-évaluation restent des défis à relever pour une meilleure efficacité du dispositif de protection sociale.
7. La mise en œuvre d’une politique de protection sociale efficace passe par **un modèle de ciblage pertinent des bénéficiaires** ainsi qu’une stratégie d’autonomisation socio-économique de ces derniers afin d’éviter leur maintien dans la pauvreté et la transmission intergénérationnelle de celle-ci. Le défi majeur sera ainsi d’harmoniser les différents modèles existants de ciblage selon des critères géographique, communautaire ou catégoriel.
8. En créant récemment une Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale, le Gouvernement accorde un rang de priorité élevée à l’inclusion sociale et à la protection des groupes vulnérables pour une **meilleure coordination et harmonisation des interventions** des différents acteurs. Cette volonté s’est manifestée à travers deux programmes majeurs de filets sociaux que sont : (i) le Programme National de « Bourses de Sécurité Familiale/PNBSF » qui cible dans sa phase pilote 50 000 ménages pauvres pour un montant annuel de 100 000 F CFA par ménage et par an, avec un objectif à terme de 250 000 ménages en 2016 ; (ii) le Programme National de « Couverture Maladie Universelle/PCMU » à travers les mutuelles de santé qui vise à porter le taux de couverture du risque maladie de la population à au moins 50% d’ici 2015. Ces deux programmes s’inscrivent dans une perspective de mise en place d’un système de filets de sécurité sociale multiformes, complémentaires et inclusifs.

# PARTIE II – EXPERIENCES PASSEES

### 2.1. PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS

1. Au niveau stratégique, le Programme d’appui à la mise en œuvre de la stratégie de Réduction de la Pauvreté (PRP) a joué un rôle clé dans l’appui à la formulation et au suivi des politiques à travers notamment l’élaboration d’instruments d’analyse et de mise en œuvre de la politique économique.
2. Ceci a permis le renforcement des capacités du Ministère de l’Economie et des Finances, du Ministère du développement social, du Ministère de la Jeunesse, du Ministère de la Culture avec notamment : (i) la réalisation d’un modèle de prévision à long terme dénommé TRESHOLD 21 ( modèle T21), (ii) la réalisation de l’étude prospective « Sénégal 2035 », (iii) l’élaboration du Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) portant sur les changements climatiques, développement humain et sécurité alimentaire qui intègre la protection sociale, (iv) l’élaboration et la publication des cahiers du Plan, (v) l’élaboration des politiques sectorielles et des CDSMT, (vi) l’appui à la mise en place de l’Observatoire des conditions de vie et des ménages, (vii) l’appui au dispositif de ciblage de suivi-évaluation et d’information sur la pauvreté ; cet appui a contribué à la conception et à la mise en œuvre de l’INPS, (viii) la coordination du groupe chargé de la protection sociale dans le nouveau DPES, (ix) la réalisation d’études stratégiques sur les dynamiques de la pauvreté et l’évolution des structures familiales, sur la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.
3. Au niveau opérationnel, le partenariat avec le Grand-duché du Luxembourg a permis d’enregistrer d’importants résultats en ce qui concerne particulièrement : (i) l’appui à la mise en place et au renforcement de MP/MPE au profit des femmes et des jeunes ; (ii) le financement d’initiatives communautaires au profit des groupes vulnérables (Femmes, Handicapés, PVVIH) par la mise place de lignes de crédit ; (iii) l’expérimentation d’un produit « assurance maladie » au profit des groupes vulnérables en relation avec le ministère de la santé ; (iv) la réalisation d’infrastructures sociales de base ; (v) la définition d’une stratégie de gouvernance locale articulant la planification locale aux moyens d’existences durables.
4. Cette stratégie repose (i) en milieu urbain sur les conseils de quartiers et en milieu rural sur les Centres Pilotes du Millénaire pour le Développement (CPMD) ; (ii) l’appui aux Collectivités locales dans la réalisation de leurs outils de planification (PIC, PDQ, PLD) et la mise en place de Maisons de Développement Local (MDL) en partenariat avec le PADEL-PNDL ; (iii) la mise en place d’un dispositif technique et financier pour l’Insertion des jeunes diplômés de l’Enseignement technique et de la formation professionnelle ainsi qu’un programme de renforcement des capacités des SFD.
5. Par ailleurs, le programme a mis en place un cadre conceptuel sur les approches stratégiques et modes opératoires, qui ont permis de capitaliser et de modéliser les bonnes pratiques enregistrées.

### 2.2. LECONS TIREES

1. L’appui mis en œuvre permet de tirer les leçons ci- après :
2. a)- l’idée directrice d’appuyer la lutte contre la pauvreté à travers deux axes (le premier, Stratégique et le second, Opérationnel) est pertinente. Cela nécessite, au demeurant, une circulation continue de l’information entre le stratégique et l’opérationnel. Dans le futur, l’appui au pilotage stratégique devrait se faire en particulier au niveau des régions de concentration afin d’établir un lien direct avec l’appui opérationnel et partant, alimenter les politiques et stratégies locales de développement économique et social durable. La perspective d’intégration de l’approche territoriale dans les instruments de planification jadis expérimentée par le PRP en partenariat avec le PADEL/PNDL à travers les PDQ et les PLD au niveau des quartiers, des villages et des CPMD constitue à cet effet un réceptacle approprié.
3. b)-les Comités Locaux ont eu l’avantage d’atténuer les changements institutionnels dans le gouvernement en ce qui concerne le développement social. Les efforts devront se poursuivre en vue de la transformation de ces Comités en Plateformes régionales/départementales des acteurs sociaux. Ces plateformes seront les agents de réalisation de l’appui à la lutte contre la pauvreté ;
4. c)-la dynamique entretenue dans la concertation entre les différents acteurs de l’insertion a permis de réajuster comme il convient, le manuel de l’insertion. Le Comité d’Orientation qui a favorisé cela, devra, s’ouvrir aux acteurs de toute la zone de concentration opérationnelle.
5. Au titre des bonnes pratiques, il convient de noter :
6. i)-le renforcement du partenariat initié depuis 2002 entre le gouvernement du Sénégal, le Grand-duché de Luxembourg et le PNUD. Un partenariat sur un pas de temps conséquent et qui n’est pas loin de la décennie est nécessaire pour obtenir les effets recherchés;
7. ii)-la mise en place de lignes de crédit selon le modèle du portage à travers les IMF de proximité en partenariat avec les conseils de quartiers, les conseils villageois de développement et les collectivités locales constitue une alternative intéressante de financement pour lutter contre la pauvreté.
8. iii)-l’approche « Quartier » en milieu urbain et « CPMD » en milieu rural, constitue une opportunité pour la promotion de la gouvernance locale. Le Conseil de quartier est un organe fédérateur de l’ensemble des OCB et constitue un cadre de promotion de la citoyenneté et de la démocratie locale. Il est destiné à promouvoir un développement communautaire et à renforcer le dialogue social. Il offre un contact direct entre la population et les autorités municipales permettant ainsi à la commune, d’assurer une gestion urbaine de proximité répondant aux besoins exprimés par les populations. L’intérêt que suscitent le Conseil de Quartier  et les PDQ a amené les autorités gouvernementales à amorcer la réflexion en vue de la prise en charge de ce dispositif dans la prochaine révision du code des collectivités locales. Le Centre Pilote du Millénaire pour le Développement (CPMD) est un espace polarisateur de plusieurs terroirs villageois et permettant la valorisation optimale des ouvrages structurants nécessaires à un développement économique viable ;
9. iv)-l’expérience pilote de micro assurance santé au profit des groupes vulnérables dans la commune de Saint Louis devrait être étendue à d’autres zones d’intervention en partenariat avec le ministère de la santé;
10. v)-la mise en place d’un dispositif technique et financier sur l’insertion des jeunes diplômés de l’enseignement technique et de la formation professionnelle en partenariat avec la BRS, les SFD et la plateforme onusienne (BIT/ONUDI/PNUD), constitue un levier essentiel pour lutter contre le chômage des jeunes. De plus, il est l’une des manifestations parfaites de la réforme de l’ONU relative au « One UN ».

# PARTIE III – PROGRAMME PROPOSE

## 

## 3.1. JUSTIFICATION DU PROGRAMME PRODES/PRP

1. La justification du programme peut s’apprécier à deux niveaux : (i) la nécessité d’une part, de prendre en charge les nouveaux enjeux, défis et opportunités définis par les nouvelles autorités en capitalisant les leçons apprises de l’exécution du PRP et (ii) d’autre part, de renforcer la lutte contre la pauvreté en promouvant les outils innovants de prise en charge des groupes vulnérables.

## 3.2. DESCRIPTION DU PROGRAMME

1. Au regard des acquis importants et des bonnes pratiques enregistrés par le PRP et face aux nouveaux enjeux et défis identifiés dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale de développement économique et social, ainsi que l’impérieuse nécessité d’accélérer le processus d’atteinte des OMD et la préparation du Sénégal à faire face à l’agenda post 2015, il est apparu nécessaire de consolider, de renforcer et d’élargir le champ d’intervention du cadre de partenariat entre le Gouvernement, le PNUD et la Coopération Luxembourgeoise.
2. A cet effet, le CPAP et le Programme Indicatif de Coopération du Luxembourg (PIC III) offrent des domaines d’intervention aptes à favoriser une pleine valorisation des initiatives et capacités productives des groupes vulnérables pour la réalisation des objectifs stratégiques de la SNDES au titre de ses trois axes tant au niveau stratégique qu’opérationnel dans une perspective d’équité de genre, de respect des droits humains et de gestion axée sur les résultats.
3. C’est dans ce contexte que le Gouvernement et le PNUD, au titre de leur coopération 2012-2016, ont établi le présent Programme axé sur la Réduction de la Pauvreté et le Renforcement de Dynamiques locales de Développement Economique et Social (PRODES/PRP) pour une croissance économique inclusive.

### 3.2.1. Objectif Global du Programme

1. L’objectif global du programme est de contribuer à la mise en œuvre et au suivi de la Stratégie Nationale de Développement Economique et Social à travers le renforcement des dynamiques locales de développement économique et social et l’appui à l’Initiative Nationale de Protection Sociale des Groupes Vulnérables, pour une croissance économique inclusive.

### 3.2.2. Objectifs Spécifiques

1. L’objectif global du programme est décliné en quatre objectifs spécifiques que sont :

* Les initiatives de développement économique locale au profit des femmes et des jeunes dans les zones d’intervention du programme sont promues ;
* Le dispositif de financement de l’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP est renforcé et élargi ;
* La Protection Sociale des groupes vulnérables pour une Croissance Economique inclusive est accrue et élargie ;
* Le pilotage stratégique de la SNDES et le suivi de la pauvreté pour la promotion du développement humain durable sont assurés.

1. Dans ce cadre, le programme est aligné aux:

* deux axes prioritaires de la SNDES: (1) Croissance, productivité et création de richesses, (2) Capital humain, protection sociale et développement durable ;
* effets 1 et 5 de l’UNDAF: Effet Nº1: Les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention ; et Effet Nº5: Les groupes vulnérables bénéficient d’un système de protection sociale adéquat.

1. Il vise également à assurer les conditions d’une cohérence, synergie et articulation au niveau stratégique et opérationnel avec les deux autres programmes du CPAP que sont : (i) **le Programme Gouvernance pour l’atteinte des OMD (GPAO**), notamment la territorialisation de l’action publique pour l’atteinte des OMD, l’accompagnement du pilotage de la stratégie de bonne gouvernance et le renforcement des capacités des collectivités locales pour exercer pleinement leurs prérogatives ; (ii) **le Programme d’Adaptation aux Changements Climatiques (PRODAC)** par la prise en charge de mesures spécifiques de résilience contre les crises, chocs et catastrophes, à travers des mécanismes d’alerte précoce et de réponses rapides intégrant l’assurance climatique.

### 3.2.3. Populations cibles

1. Au niveau opérationnel, le programme ciblera les femmes, les jeunes avec ou sans qualification, porteurs de projets, les ménages pauvres, les OCB, les Conseils de quartier, les CVD, les CIVD, les associations de personnes en situation de handicap et PVVIH. De manière spécifique, il s’agira d’accompagner d’une part les femmes et les jeunes porteurs d’initiatives économiques ayant un impact sur le développement de leur terroir et la création d’emplois ; et d’autre part les jeunes issus du système de l’Enseignement Technique et de la Formation professionnelle, également porteurs d’initiatives économiques ayant un impact sur le développement de leur terroir et la création d’emplois. Ceci dans le cadre notamment du renforcement des dynamiques locales et de promotion de l’emploi. En outre, dans le cadre du renforcement de la protection sociale des groupes vulnérables pour une croissance économique inclusive, le programme ciblera prioritairement les ménages pauvres bénéficiant du dispositif de bourses familiales et susceptibles de s’inscrire dans une dynamique économique de création d’activités génératrices de revenus.
2. Le programme ciblera aussi les services techniques déconcentrés de l’Etat à travers les plateformes techniques opérationnelles (SDC, SAS, SADL, ARSD, SRP, IRJ…), les collectivités locales, les ARD, les organisations de la société civile.
3. Au niveau stratégique, le programme visera les partenaires institutionnels que sont : Le Ministère en charge du développement social (CSO/PLCP, DDSC, DEEG, DEFOF, DMF, CENAF) ; Ministère de l’Economie et des Finances (DCEF, DI, UCSPE, ANSD, DGP) ; Ministère en charge de l’Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (DFP, DA, …); Ministère en charge de la Jeunesse  et de l’Emploi (UCSP, DE); Ministère en charge de la Santé (CAF/ SP, CACMU, DASGV) ; le Ministère en charge de la territorialisation (DADL…), le Ministère en charge de l’Environnement et du Développement Durable (MEDD), la Délégation Générale à la Protection sociale et à la Solidarité Nationale (DGPSSN) et les organisations de la société civile.
4. Des protocoles ou conventions définissant les contours du partenariat seront signés avec les différents acteurs impliqués.

### 3.2.4. Zones d’intervention

1. Le nouveau programme consolide et renforce les acquis du PRP en cours tout en élargissant ses domaines d’intervention vers la zone centre notamment les régions de Kaolack, Kaffrine, Fatick, Diourbel, Thiès. En effet, il est apparu, sur la base des résultats des enquêtes de suivi de la pauvreté, que les régions peuvent être regroupées globalement en trois grandes catégories homogènes selon l’incidence de la pauvreté observée en 2010/11 :

* très forte (plus de 60%) à Kolda, Sédhiou, Kédougou, Tambacounda, Kaffrine, Ziguinchor, Fatick et Kaolack
* forte (entre 40% et 60%) à Saint Louis, Diourbel, Matam, et Thiès
* moyennement forte (moins de 40%) à Dakar et Louga.

1. Le tableau ci-après donne un aperçu du profil de pauvreté par région :

**Tableau 1: Mesures de la pauvreté selon la région (source : ESPS 2010/2012)**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Régions** | **Indicateurs ESPS I** | | | **Indicateurs ESPS II** | | |
| **Incidence de pauvreté** | **Ecart de pauvreté** | **Sévérité de la pauvreté** | **Incidence de pauvreté** | **Ecart de pauvreté** | **Sévérité de la pauvreté** |
| Dakar | 27,7 | 6,6 | 2,3 | 26,1 | 5,8 | 2,1 |
| Ziguinchor | 73,4 | 29,3 | 14,3 | 66,8 | 26,6 | 13,5 |
| **Diourbel** | **50,1** | **14,8** | **6,3** | **48,9** | **13,7** | **5,5** |
| **Saint-Louis** | **34,9** | **9,4** | **3,1** | **39,5** | **11,8** | **4,9** |
| Tambacounda | 76,9 | 34,9 | 20,4 | 60,4 | 20,5 | 9,1 |
| **Kaolack** | **52,0** | **15,2** | **6,2** | **61,7** | **19,5** | **8,1** |
| **Thiès** | **48,4** | **14,8** | **6,6** | **41,3** | **10,5** | **4,3** |
| **Louga** | **66,8** | **24,6** | **12,0** | **26,8** | **5,7** | **2,1** |
| **Fatick** | **66,1** | **22,9** | **10,6** | **67,8** | **21,7** | **9,5** |
| Kolda | 60,9 | 20,6 | 9,3 | 76,6 | 35,5 | 20,8 |
| **Matam** | **49,5** | **14,5** | **5,9** | **45,2** | **14,1** | **6,4** |
| **Kaffrine** |  |  |  | **63,8** | **21,2** | **10,5** |
| Kédougou |  |  |  | 71,3 | 27,4 | 14,1 |
| Sédhiou |  |  |  | 68,3 | 23,5 | 11,0 |
| **Sénégal** | **48,3** | **15,4** | **7,0** | **46,7** | **14,5** | **6,6** |

1. Jaune/ Nouvelles régions Bleu/ Anciennes régions d’intervention Le choix des nouvelles régions sus-soulignées en jaune pour l’intervention du programme s’explique par la combinaison de plusieurs facteurs liés à la vulnérabilité, le poids démographique, l’existence de potentiels d’initiatives et de capacités d’autonomisation des femmes et des jeunes prenant en compte des avantages comparatifs de chaque région ciblée , la nécessité de consolider et de renforcer les acquis enregistrés dans le secteur du développement social de manière générale ainsi que l’existence de projets et programmes similaires dans d’autres régions non couvertes.
2. Des enquêtes complémentaires seront menées, pour un ciblage plus pointu des communautés de base (villages et quartiers) et des ménages, sur la base d’indicateurs relatifs à la situation de vulnérabilité des groupes cibles, à savoir : femmes et jeunes.
3. Par ailleurs, cet élargissement se justifie aussi par la nécessité de prendre en charge l’insertion des jeunes sortants de l’enseignement technique et de la formation professionnelle portée par la coopération Belge à travers le projet FORPROFEM et transférée à la Coopération Luxembourgeoise.

**3.2.5. Composantes du Programme**

1. Comme l’indique le schéma 2 de la page 14, le programme est structuré globalement en deux composantes comprenant un total de quatre volets couvrant un ensemble de dix produits. La description détaillée des composantes, des volets et des produits s’y rapportant se présente comme suit :

* **Composante 1 : Renforcement des dynamiques économiques locales et promotion de l’emploi des femmes et des jeunes**

1. Cette composante vise à renforcer les opportunités d’activités créatrices de richesse dans les zones ciblées et à améliorer l’accès des populations aux sources de financement. Le déroulement de la composante se traduira par la mise en place d’un **Fonds de Développement Economique Local** opérationnel au profit des femmes et des jeunes des zones ciblées et le **Renforcement du Fonds d’Insertion des Jeunes** issus du système de l’ETFP conventionnel et non conventionnel des zones d’intervention, déjà mis en place. La création de ces fonds, poursuit trois objectifs principaux: répondre à la demande et assurer une meilleure efficience des financements; clarifier les modalités de prise de décision; donner un pouvoir de décision aux acteurs locaux et favoriser les apprentissages. Cette composante s’articule autour de deux volets et cinq produits que sont:

**Volet 1.1 : Promotion des initiatives de développement économique local**

* Les capacités managériales, techniques et technologiques des porteurs d’initiatives et des partenaires institutionnels sont renforcées ;
* L’accès aux mécanismes de financement au profit des femmes et des jeunes porteurs/euses de MPE s’est renforcé ;
* Les infrastructures et équipements de soutien à l’économie locale sont mis en place et renforcés.

**Volet 1.2 : Renforcement et élargissement du dispositif de financement de l’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP**

* Le dispositif financier d’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP est renforcé et élargi ;
* Les capacités des promoteurs/trices et autres acteurs de l’insertion sont renforcées.
* **Composante 2 : Appui à la mise en œuvre et au suivi de la SNDES et de l’INPS**

1. Il s’agit, d’une part, de contribuer au renforcement du dispositif national de protection sociale à travers la mise en œuvre et le suivi de l’INPS afin de rendre opérationnel le modèle de ciblage des groupes vulnérables, le cadre institutionnel et communautaire de prise en charge de ces derniers, les procédures et mécanismes de transfert d’actifs économiques aux ménages pauvres afin de leur permettre de mieux valoriser leurs potentiels et capacités productifs; et d’autre part de rendre fonctionnel l’observatoire au niveau national et régional, de renforcer le dispositif de coordination et de suivi de la pauvreté et d’appuyer la tenue régulière des revues sectorielles pour le suivi de la mise en œuvre de la SNDES afin de faciliter l’alimentation de dialogues politiques.
2. Cette composante s’articule autour de deux volets et cinq produits:

**Volet 2.1 : Renforcement de la Protection Sociale des groupes vulnérables pour une croissance Economique Inclusive**

* Le dispositif national de l’INPS est renforcé au profit des groupes vulnérables ;
* Le dispositif d’appui à l’accès des ménages pauvres aux actifs économiques est mis en place et rendu fonctionnel ;
* L’accès des groupes vulnérables aux services sociaux de base (socle social) est amélioré.

**Volet 2.2 : Appui au pilotage stratégique de la SNDES et au suivi de la pauvreté pour la promotion du développement humain**

* Les capacités de mise en œuvre et de suivi de la SNDES au niveau national et déconcentré sont renforcées au profit des groupes vulnérables ;
* Les systèmes de suivi de la pauvreté et du Développement Humains sont renforcés et rendus fonctionnels au niveau national et local.

1. L’articulation du programme ainsi proposé aux axes de la SNDS et aux effets UNDAF ainsi que la structure de ses composantes, volets et produits sont illustrées respectivement dans les Schémas ci-après :

**PROGRAMME DE REDUCTION DE LA PAUVRETE ET DE RENFORCEMENT DES DYNAMYQUES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**PRODES/PRP**

**ARTICULATION AVEC SNDES ET UNDAF**

**Axes de la SNDES**

**Effets UNDAF**

**Composantes : PRODES/PRP**

**Composante 1: Renforcement des dynamiques locales de Développement économique et social**

**Effet 1: les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention**

**Axe 1: Croissance, productivité et création de richesses**

**Composante 2: Appui à la mise en œuvre et au suivi de la SNDES et de l’INPS**

**Effet 5: les groupes vulnérables bénéficient d’un système de protection sociale adéquat**

**Axe 2: Capital Humain, Protection sociale et développement durable**

**PROGRAMME DE REDUCTION DE LA PAUVRETE ET DE RENFORCEMENT DES DYNAMYQUES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**PRODES/PRP**

**COMPOSANTE 2**

**Appui à la mise en œuvre et au suivi de la SNDES et de l’INPS**

**COMPOSANTE 1**

**Renforcement des dynamiques économiques locales et promotion de l’emploi des femmes et des jeunes**

**Volet 1.2**

**Renforcement et élargissement du dispositif de financement de l’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP**

**Produit 2.2.2**

Les systèmes de suivi de la pauvreté et du développement humain sont renforcés et rendus fonctionnels au niveau national et local

**Produit 2.2.1**

Les capacités de mise en œuvre et de suivi de la SNDES au niveau national et déconcentré sont renforcées au profit des groupes vulnérables

**Produit 1.1.2**

Les capacités des promoteurs/trices et autres acteurs de l’insertion sont renforcées

**Produit 1.2.1**

Le dispositif financier d’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP est renforcé et élargi

**Volet 1.1**

**Promotion des initiatives de développement économique locale**

**Produit 2.1.3**

L’accès des groupes vulnérables aux services sociaux de base (socle social) est amélioré

**Produit 2.1.2**

Le dispositif d’appui à l’accès des ménages pauvres aux actifs économiques est mis en place et rendu fonctionnel

**Produit 2.1.1**

Le dispositif national de l’INPS est renforcé au profit des groupes vulnérables

**Volet 2.1**

**Renforcement de la Protection Sociale des groupes vulnérables pour une Croissance Economique inclusive**

**Volet 2.2**

**Appui au pilotage stratégique de la SNDES et au suivi de la pauvreté pour la promotion du développement humain durable**

**Produit 1.1.2**

L’accès aux mécanismes de financement au profit des femmes et des jeunes porteurs/euses de projets est renforcé

**Produit 1.1.3**

Des infrastructures et équipements de soutien à l’économie locale sont mis en place et renforcés

**Produit 1.1.1**

Les capacités managériales, techniques et technologiques des porteurs d’initiatives et des partenaires institutionnels sont renforcées

## 

# PARTIE IV - STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE

1. Le mode opératoire du programme PRODES/PRP repose sur les principes directeurs que sont l’équité et l’égalité de genre, la démarche de proximité, le principe de subsidiarité, l’approche participative, la décentralisation, le faire-faire et le partenariat, tels que définis dans la SNDES. L’amélioration et la décentralisation des dispositifs de ciblage, de suivi évaluation et d’information sur les conditions de vie des groupes vulnérables, condition d’une meilleure opérationnalisation de la gestion axée sur les résultats, constituera un axe majeur dans l’exécution du programme.
2. **Au niveau stratégique**, le programme vise à contribuer à la construction des bases d’une croissance économique inclusive, à travers le **renforcement des leviers d’autonomisation des ménages** les plus pauvres afin qu’ils puissent jouer non seulement leur fonction de socialisation, mais également de création de richesses en tant que noyaux productifs dans une « société sénégalaise émergente dans la solidarité intra et intergénérationnelle ». Dans ce contexte l’intervention s’inscrit dans des procédures et mécanismes de transfert de responsabilités aux acteurs locaux pour une meilleure prise en compte des besoins des groupes les plus vulnérables suivant une **approche territoriale cohérente et intégrée**.
3. Aussi, le PRODES/PRP se propose d’accompagner l’Etat à travers la **Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale (DGPSSN)** dans la concrétisation du **Programme National de Bourses de Sécurité Familiale (PNBSF)** en agissant sur le levier autonomisation économique en vue de promouvoir l’émergence de familles productives aptes à contribuer à une croissance économique inclusive et durable. Il s’agit, en effet, en plus de l’allocation du PNBSF, de soutenir davantage les ménages ciblés dans l’accès au micro crédit et à la micro assurance santé pour renforcer leurs initiatives et potentiels productifs. Dans cette perspective, la démarche s’inscrit dans une option de cohérence globale et participative de mise en place de filets sociaux à travers **un registre unique unifié** pour protéger les pauvres mais aussi pour soutenir la demande globale et favoriser la croissance économique inclusive. Au démarrage du programme, un protocole d’accord sera signé entre le programme et la délégation afin de définir les termes du partenariat notamment sur le ciblage, le renforcement des capacités et le suivi évaluation.
4. A ce titre, l**a stratégie consistera à concentrer toutes les formes de bourses au sein des mêmes familles** en vue d’une meilleure efficacité et efficience dans l’éradication de l’extrême pauvreté et de l’autonomisation des groupes cibles à travers la bourse économique.
5. **La bourse sociale :** Elle intègre un élément central de la protection sociale, en ce sens qu’elle permet une inscription des enfants des familles les plus vulnérables à l’école pour être instruits, mais également à l’état civil pour disposer d’actes de naissance élément essentiel du droit humain, et aux services sociaux de santé au profit des familles les plus pauvres pour être en bonne santé et donc plus productifs, à travers les bourses économiques. A cet effet, le programme accompagnera la Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité notamment dans le ciblage, le suivi évaluation et le renforcement des capacités des acteurs impliqués.
6. **La bourse économique :** Elle est un complément nécessaire à la bourse sociale à travers notamment la création d’emplois durables, d’autosuffisance alimentaire, de richesse, et de contribution à la relance de la croissance économique. C’est dans ce domaine que le PNUD agira avec son avantage comparatif, pour contribuer avec son expertise, afin de faire sortir progressivement les populations les plus vulnérables, de la précarité et de l’extrême pauvreté. Dans cette mission, le PNUD travaillera avec les autres agences du SNU et PTF pour d’effectives complémentarités et synergies, pour une efficience certaine dans l’atteinte des impacts sur un plus grand nombre de familles parmi les plus pauvres et les plus vulnérables.
7. **La bourse de toit :** Elle consiste à assister les couches les plus vulnérables à disposer également d’un toit, en vue d’une amélioration des conditions de vie des familles les plus défavorisées. Pour ce faire, le programme travaillera si nécessaire en partenariat avec le Ministère de l’habitat (BASHO) et ONUHABITAT à travers un programme spécifique au profit des ménages pauvres déjà ciblés parmi les plus vulnérables, par les deux bourses sociale et économique.
8. Par ailleurs, un accent particulier sera mis sur le renforcement des capacités des acteurs et des partenaires institutionnels au niveau national et local, en matière de formulation, de coordination, de suivi évaluation de projets et programmes. En outre, il s’agit d’assurer le suivi annuel des OMD et agenda post OMD ; de produire le RNDH tous les deux, et d’autre part de renforcer les instruments d’appui stratégique à la formulation et au suivi des politiques pro-pauvres et de genre à travers la mise en œuvre de l’Observatoire de suivi de la pauvreté.
9. **Au niveau opérationnel**, le programme sera bâti sur des alliances avec les PTF notamment le Grand-duché de Luxembourg à travers le Programme Indicatif de Coopération (PIC3), par la consolidation et le renforcement des acquis déjà enregistrés dans le PIC2 grâce au développement d’une base solide de partenariat avec les Agences du système de Nations Unies, les services techniques déconcentrés de l’Etat, les collectivités locales, les organisations de la société civile et les projets et programmes œuvrant dans le secteur social.
10. Dans ce cadre, le programme s’inscrit dans une **cohérence d’approche territoriale**, en capitalisant et en consolidant les acquis du partenariat avec le PADEL/PNDL, l’initiative« Centre Pilote du Millénaire pour le Développement(CPMD) » et l’approche quartier dans les zones urbaines.
11. Dans le souci de favoriser la création d’opportunité d’emplois et de revenus en faveur des groupes vulnérables notamment des femmes et des jeunes, il sera mis en place d’une part, un Fonds de développement économique local destiné aux financements de leurs initiatives d’auto promotion économique dans les quartiers et villages ciblés selon des procédures et mécanismes de planification participatifs et d’autre part, le fonds d’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP à travers la BRS et les SFD de proximité. La gestion et le développement de ces fonds seront assurés suivant le modèle de portage prenant en compte le principe d’un financement revolving pérenne et durable au profit exclusif des bénéficiaires que sont les groupes les plus vulnérables.
12. De même la stratégie de **pérennisation de l’insertion** reposera sur le renforcement du dispositif technique à travers un suivi rapproché des cellules d’insertions des centres de formation professionnelle et l’accompagnement technique des jeunes issus du système de l’ETFP ayant bénéficié de financements. De plus, le dispositif financier mis en place et qui intègre un système de crédit révolving avec une perspective de transfert de responsabilité aux jeunes, constitue un moyen de pérennisation nonobstant la qualité de clientèle futur pour les banques.
13. Un accent particulier sera mis sur l’identification des filières porteuses de création de richesse et de valeur ajoutée économique notamment dans les secteurs de l’agriculture, de l’élevage, de la pêche, de la transformation de produits, contribuant ainsi à la mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée (SCA).
14. **La stratégie de création d’emplois**reposera sur trois piliers essentiels comprenant (i) les activités d’intérêts communautaires inscrites parmi les actions prioritaires des communes et des communautés rurales et à haute intensités de main d’œuvre dans le cadre de contrats-plans avec un esprit de capitalisation des participants ; ; (ii) la promotion de l’entreprenariat rural avec un accent sur la modernisation des systèmes de production agricole, pastorale, halieutique et forestière, afin d’accroitre les capacités de production, notamment en développant davantage les cultures de contre-saison. Un accent particulier sera mis sur l’accroissement des capacités productives écologiques et la transformation des systèmes de production en entreprises individuelles, familiales et communautaires; et (iii) la promotion de la chaîne des valeurs à travers les activités de transformation, de conditionnement, de transport et de commercialisation impliquant les jeunes et les femmes porteurs d’initiatives de développement économique.
15. Cet aspect de l’entreprenariat rural intègrera aussi bien dans les processus de production que de transformation des produits, le partage des risques avec les participants pour leur effective appropriation des micro-entreprises en vue d’une durabilité technique, financière et méthodologique de mise en œuvre des activités dans la phase après-projet.
16. **La promotion de l’entreprenariat rural** sera mise en œuvre à travers des tranches successives de financement sur la base d’un business-plan dont *les infrastruct*ures et les équipements d’agriculture, d’aquaculture, d’irrigation, et d’apiculture seront subventionnés. Les intrants comme les semences et les races améliorées seront sur des prêts avec des taux d’intérêts à discuter dans la fourchette entre 5 à 10%. Un accompagnement régulier, une organisation et un renforcement des capacités dans les aspects techniques et opérationnelles de gestion avec la maîtrise des comptes d’exploitation devront être dispensés aux promoteurs pour un succès à la durabilité.
17. Ce concept sera mis en œuvre sur la base d’une implication de séries successives de participants pendant au moins deux ans avec un suivi rapproché. Les leçons d’expériences sur le suces ou l’échec de la phase après-projet des premières séries seront ainsi capitalisées au profit des séries suivantes. De cette façon, le projet conduira, avec le maximum de chances de succès, un plus grand nombre de villages et de participants à l’autonomisation et à l’éradication de l’extrême pauvreté tout en assurant l’autosuffisance et la sécurité alimentaire pour la relance de la croissance.
18. La mise en œuvre du programme sera bâtie sur un dispositif institutionnel et communautaire constitué des plateformes techniques opérationnelles et des acteurs porteurs de dynamiques communautaires (APDC) pour une meilleure prise en charge des groupes vulnérables à travers leurs plans d’action. Ce dispositif se traduira par un appui plus conséquent aux services techniques déconcentrés.
19. La Stratégie Accélérée de Développement de Compétences(SADEC) capitalisée et modélisée par le Ministère en charge du développement social constituera le dispositif transversal de renforcement des capacités des acteurs au titre des différents produits et lignes d’action ciblés dans le programme.
20. **Le partenariat sera renforcé pour d’effectives synergies**à travers la signature de protocoles d’accord avec les projets et programmes intervenant dans les mêmes régions écologiques de concentration, en tenant compte de leurs avantages comparatifs. A cet effet, L’assistance du PNUD constituera un élément catalyseur devant permettre de renforcer la synergie déjà amorcée entre les agences du SNU. Outre les services gouvernementaux au niveau central et local : MEF (ANSD, UCSPE), le Ministère en charge du développement Social (CSO/PLCP et autres directions concernées), MFPAA, MEDD, MS (CAFSP, DGAS, DAGV) et MCL (DADL), la Délégation à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale, le partenariat concerne (i) le Grand-duché du Luxembourg, le SNU (BIT, ONUDI, UNCDF, UNWOMEN, UNFPA, UNICEF, PAM, OMS, FAO), la Société Civile (CONGAD, COLUPAS…) et le secteur Privé (BRS, SFD).
21. L’appui du PNUD aux programmes conjoints SNU sera essentiellement fondé sur la prise en charge de la protection sociale et l’insertion des jeunes. Cet appui sera bâti sur une approche de promotion et d’autonomisation socio-économique. Le partenariat BIT, ONUDI et PNUD dans le cadre de l’insertion sera renforcé (projet conjoint SNU sur l’insertion).
22. Les alliances « Programme/Collectivités locales/Services déconcentrés/société civile » seront déterminantes et se matérialiseront à travers la signature de conventions de partenariat pour la mise en œuvre des différents volets pour l’atteinte des OMD.
23. Dans le domaine des études stratégiques et de l’ingénierie sociale des partenariats seront développés avec les Universités (UCAD, UGB) et les Instituts ou structures spécialisées notamment avec le Laboratoire de Recherche des Transformations Economiques et Sociales de l’IFAN (LARTES) et l’Agence de Réalisation en Développement Social en Afrique (ARDES/Africa). Ces partenariats viseront les domaines de l’ingénierie sociale, du transfert de connaissances, du ciblage des groupes vulnérables et de la recherche action sur les dynamiques sociales et la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.
24. Dans le cadre de la protection sociale des partenariats seront noués avec la Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale (DGPSSN), le Ministère de la Santé (CACMU), l’UNICEF, PAM, BIT, OMS (programme conjoint SNU sur la protection sociale).
25. Une stratégie de communication prenant en compte les axes d’intervention ciblés, les enjeux stratégiques du secteur, du PNUD et de la coopération luxembourgeoise sera élaborée dès le démarrage du programme afin d’assurer la visibilité des actions réalisées ainsi qu’une meilleure appropriation dudit programme par les différentes parties prenantes.

# PARTIE V -ARRANGEMENTS DE GESTION

## 5.1. CADRE INSTITUTIONNEL DU PROGRAMME

1. L’Agence Gouvernementale de Coordination est le Ministère de l’Économie et des Finances à travers ses services compétents.

**5.1.1. Ancrage du Programme**

1. L’Agence Gouvernementale de Coopération est le Ministère de la Femme, de l’Enfance et l’Entreprenariat Féminin, en charge du Développement Social, à travers la Cellule de Suivi Opérationnel des Programmes de Lutte contre la Pauvreté-CSO-PLCP.

**5.1.2. Comité de Pilotage du Programme**

1. Le Comité de Pilotage du Projet (CPP) présidé par le Ministère en charge du Développement Social et composé notamment des représentants (i) des parties responsables (Ministère de l’Economie et des Finances, du PNUD, du Grand-duché de Luxembourg, des Ministères en charge de l’Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l’Emploi, de la Santé, de la jeunesse et du développement local) ; (ii) des autres partenaires techniques et financiers (BIT,ONUDI, BRS) ;(iii) des collectivités bénéficiaires, de la société civile et de toute autre partie prenante impliquée dans l’exécution du programme.
2. Le comité peut s’adjoindre toutes structures ou personnes dont la compétence est jugée utile.
3. Le secrétariat du CPP est assuré par la CSO/PLCP. Le coordonnateur du programme est appuyé par une équipe constituée d’un Expert en suivi évaluation, d’un Responsable Administratif et Financier, d’un Assistant Administratif et Financier, de consultants, et de personnel d’appui.
4. Au niveau opérationnel, les activités seront conduites à travers les antennes de Saint - Louis et Kaolack, comprenant chacune, notamment un expert responsable d’antenne, deux animateurs et un personnel d’appui. Chaque animateur travaillera avec les services techniques de deux à trois régions, à travers les plateformes techniques opérationnelles.
5. Les responsabilités de la coordination incluent notamment:

* la supervision des antennes ;
* la gestion quotidienne du programme et sa coordination globale ;
* la fourniture des conseils techniques dans la mise en œuvre ;
* la préparation des rapports en concertation étroite avec les partenaires de réalisation, des comptes rendus du CPP;
* la gestion des équipements.

1. La création des antennes se fera de manière progressive en fonction de la disponibilité des fonds.
2. Le CPP définit les orientations, valide le Plan de Travail Annuel et le Budget y afférent, et approuve les bilans (annuel et de clôture) et les révisions budgétaires. Il se réunit au moins une fois par an.

**Figure3 : Organigramme du programme**

**Comité de Pilotage du Programme**

**Parties Responsables au niveau stratégique :**

**ANSD, UCSPE, DGP, MFPAA, MJESCN, DGPSSN**

**Partenaire de Réalisation : MFEEF/**

**CSO-PLCP**

**UGP**

**(Coordonnateur, Expert en S/E**

**RAF**

**AFF)**

**Antenne Saint-Louis**

Un Expert responsable d’antenne

Un Animateur pour la région de Saint Louis (basé à SL)

Un Animateur pour la région de Matam (basé à Matam)

**Parties Responsables au niveau opérationnel**

Services Techniques Régionaux (DC, AS, SADL, Planification, Statistique, IRJE, BRI/CAI) ; BRS, ONUDI, BIT

**Antenne Kaolack**

Un Expert responsable d’antenne

Un Animateur pour les régions de Kaolack/Fatick/ Kaffrine (basé à Kaolack)

Un Animateur pour les régions de Louga/Thiès/ Diourbel (basé à Thiès)

## 5.2. MODALITES D’EXECUTION

1. Le projet sera mis en œuvre selon la modalité Exécution Nationale-NEX, la gestion étant axée sur les résultats.
2. L’appui du PNUD devant jouer un rôle catalyseur dans la mobilisation des partenaires techniques et financiers. Un accent particulier sera mis sur les accords de cofinancement. Un budget, reflétant la contribution du gouvernement, sera établi et soumis au CPP en même temps que celui financé par le PNUD.
3. Pour la gestion des fonds PNUD, le MEF ouvrira un compte bancaire au nom du programme pour chaque fonds avec deux cosignataires (Le Coordonnateur National et le Responsable Administratif et Financier) et un suppléant au Coordonnateur National. Le transfert des ressources gérées par le PNUD se fait sous forme d’avances de fonds trimestrielles et ceci en conformité avec le Plan Annuel de Travail approuvé. Le programme produira des rapports d’activités, des rapports financiers qu’accompagneront les pièces justificatives des dépenses encourues pour le trimestre. Ces documents seront transmis à la CAP/DI qui procédera à la vérification des justificatifs des dépenses, à l’approbation de la demande d’avance de fonds et à son instruction à l’adresse du PNUD sous la signature de l’Ordonnateur National Délégué (DI).
4. Un manuel de procédures administratives, financières et comptables sera élaboré pour la mise en place et le fonctionnement du Programme.
5. L’appui du bureau du PNUD se fera sur demande de la partie nationale. Le PNUD fournira les services d’appui à la mise en œuvre du projet comme suit :

* Identification et recrutement de consultants internationaux;
* Identification et recrutement ou appui au processus de recrutement des consultants nationaux ;
* Acquisition des équipements et/ou des fournitures et autres matériels ;
* Paiement direct aux fournisseurs et gestion des ressources financières et des transactions sur la base des demandes de paiement direct ;

1. Toutes les opérations de recrutement et d’acquisition de biens et services confiées au bureau du PNUD, seront effectuées selon les règles de transparence et de compétitivité et en conformité avec les procédures du PNUD.

# PARTIE VI - DISPOSITIF DE SUIVI EVALUATION

## 6.1. LES MODALITES DE SUIVI

1. La coordination nationale présentera des rapports techniques et financiers trimestriels faisant l’évaluation du degré de réussite en termes d’atteinte des produits. En droite ligne avec la gestion axée sur les résultats, il y’aura lieu d’établir un Cadre Logique détaillé au tout début des activités lors du premier atelier de planification, ainsi que le Plan de gestion qualité dans Atlas. Le programme se dotera d’un Dispositif de Suivi Evaluation et de Contrôle adapté (DISEC) dont la gestion est assurée par un Responsable en suivi évaluation. Ce DISEC reflètera les éléments ci-après :

* Un plan de suivi sera activé dans Atlas pour suivre les actions/événements clés de gestion. Le synoptique de suivi (en annexe) en est une transcription en vue d’une communication continue PNUD/partie nationale ;
* le Suivi Quotidien des progrès de mise en œuvre sera la responsabilité du Coordonnateur National sur la base du Programme de Travail Annuel (PTA);
* le Suivi Trimestriel de l’évolution de la mise en œuvre sera conduit et concrétisé par des rapports trimestriels d’avancement qui permettront au PNUD d’enregistrer les informations au niveau du modèle de gestion Atlas. Les rapports trimestriels d’avancement pour les seconds et le quatrième trimestre de l’année seront élaborés dans l’optique de la revue semestrielle du CPAP.
* le journal des problèmes : Un journal des problèmes sera activé dans Atlas et mis à jour pour faciliter le suivi et la résolution des problèmes potentiels ou les demandes d’ajustement du projet ;
* le journal des risques : Sur la base de l’analyse initiale des risques, un journal des risques sera activé dans Atlas et mis à jour de manière régulière en examinant l’environnement extérieur qui peut influer sur la mise en œuvre du projet ;
* le journal des enseignements : Un journal des enseignements tirés sera activé et mis à jour régulièrement pour s’assurer de l’existence d’un effort continu d’apprentissage et pour faciliter la préparation du rapport des enseignements ; ce qui constitue une méthode clef de cristallisation et de dissémination des acquis ;
* le rapport de Revue Annuelle. Un rapport de revue annuelle sera préparé par le Coordonnateur du programme et soumis au CPP. Le Rapport Annuel établi suivant le format de bilan NEX doit inclure notamment les éléments suivants: une analyse des performances dans la période couverte par le rapport, comprenant les résultats de mise en œuvre des activités et partout où c’est possible, des informations sur l’état des produits; les contraintes rencontrées et leurs causes ; le PTA, et autres rapports financiers ; les leçons d’expériences apprises ; des recommandations claires pour la future orientation dans la prise en charge des problèmes/difficultés ;
* les visites de terrain : les visites de terrain ont pour objectif de valider les résultats du programme et de permettre de recueillir les informations nécessaires à la préparation des rapports annuels. Elles doivent être sanctionnées par un rapport succinct et orienté vers les actions, dans la semaine suivant la visite.

## 62. LES MODALITES D’EVALUATION

1. Le programme fera l’objet au moins de **deux évaluations externes indépendantes :** (i) une évaluation indépendante à mi-parcours  et (ii) une évaluation finale indépendante qui sera effectuée trois mois avant la fin des activités.
2. Des débats communautaires de suivi-évaluation participatif seront également conduits chaque année au plan local avec des mesures correctives effectives d’amélioration des performances suivant la vision des acteurs à la base.
3. L’évaluation finale prendra en compte la durabilité et les effets du programme. La préparation de ces évaluations (organisation, termes de référence, période, composition des missions…) sera conduite par la Direction Nationale de la Planification (DPN) en collaboration avec, le PNUD et les autres parties prenantes. Les coûts des évaluations sont prévus dans le budget.

## 6.3. AUDIT

1. Un audit annuel du projet sera conduit par le PNUD. L’examen des résultats de l’audit fera l’objet d’un atelier. Un plan d’action issu du rapport d’audit servira de référence pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations.

# PARTIE VII – GESTION DES RISQUES

1. La mise en œuvre du programme pourrait être confrontée aux risques ci-après énoncés et pour lesquels les dispositions de minimisation des conséquences sont identifiées :

* l’instabilité institutionnelle et l’insuffisance dans la coordination globale, par la partie nationale, des différents programmes / projets de développement. L’ancrage institutionnel du programme au Ministère en charge du développement social à travers la CSO/PLCP constitue un facteur stabilisateur et un bénéfice pour la capitalisation, la modélisation, la réplicabilité et la pérennité des acquis enregistrés ;
* la rareté des ressources financières pourrait compromettre l’atteinte de certains résultats du programme. A cet effet, un plan de mobilisation de ressources additionnelles sera élaboré et mis en œuvre dès la première année du programme ;
* le retard dans la mise à disposition des ressources financières : le processus de mise en place des avances des fonds PNUD peut être source de retard. Les visites conjointes permettront de faire un suivi/contrôle de proximité pour réduire les délais d’instruction des demandes ;
* la faible réactivité des partenaires de réalisation. Le DISEC mis en place et partagé avec les différents acteurs concernés permettra un suivi des actions planifiées ;
* le manque d’expériences des jeunes face aux exigences de la finance. Pour cela les activités de renforcement des capacités des jeunes prendront en compte non seulement les formations techniques et technologiques, mais aussi leur accompagnement rapproché dans la gestion et l’éducation financière.

# PARTIE VIII - CADRE JURIDIQUE

1. Le présent document de programme constitue l’instrument visé à l’article premier de l’Accord type d’assistance de base conclu entre le Gouvernement du Sénégal et le PNUD.
2. Le Gouvernement s’engage à exonérer de droits de douanes et de taxes sur les matériels, équipements et services au titre du présent projet, ainsi que les droits d’enregistrement.
3. Le présent document ainsi que le CPAP signé par le Gouvernement et le PNUD, qui est intégré par renvoi, constituent ensemble un document de programme comme indiqué dans l’accord standard d’assistance (SBAA) et toutes les dispositions du CPAP s'appliquent à ce document.
4. Conformément à l'article III du SBAA, la responsabilité de la sécurité et la sûreté du partenaire d'exécution et de son personnel et des biens, et les biens du PNUD sous la responsabilité du partenaire de mise en œuvre.
5. Le partenaire de mise en œuvre doit:

a) mettre en place un plan de sécurité et le maintenir, en tenant compte de la situation sécuritaire dans le pays où le projet est mis en œuvre;

b) assumer tous les risques et les responsabilités liées à la sécurité et la pleine mise en œuvre du plan de sécurité.

1. Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place, et de proposer des modifications du plan si nécessaire. Le défaut de maintenir et de mettre en œuvre un plan de sécurité selon les exigences présentes sera considéré comme une violation de cet accord.
2. Le partenaire s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables pour veiller à ce qu’aucun des fonds reçus du PNUD, conformément au document de programme ne soit utilisé pour fournir un soutien à des personnes ou entités liées au terrorisme et que les bénéficiaires ne figurent pas sur la liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999).
3. La liste peut être consultée via http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm. Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats de sous-traitance ou de sous-accords conclus dans le cadre de ce projet de document.

# PARTIE IX - OBLIGATIONS ANTERIEURES ET CONDITIONS PREALABLES

1. Le gouvernement du Sénégal à travers le Ministère en charge du Développement Social s’engage à mettre en place un environnement favorable à la mise en œuvre et à la réussite du programme notamment:

* la disponibilité de locaux fonctionnels ;
* la mise en place du personnel prévu;
* le soutien politique et technique requis des autorités étatiques.

# PARTIE X - CADRE DES RESULTATS ET DES RESSOURCES

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **OMD 1** | | | | |
| **Eléments de référence de la SNDES** | **Axe :** Croissance, productivité et création de richesses | | | |
| **Eléments de référence UNDAF** | **Axe de coopération :** | | | |
| **Effet :** Les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention | | | |
| **Eléments de référence du CPD** | **Sous-programme 2 :** Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES) / Composante 3 : Renforcement des dynamiques locales de développement économique et social/ Volet 1 : Renforcement du fonds de développement économique local | | | |
| **Elément de référence : CDSMT/INPS (MDS)** | **Programme 5 :** Renforcement du dispositif de lutte contre la pauvreté, de protection sociale et de suivi évaluation des programmes du secteur | | | |
| **Composante1 : Renforcement des dynamiques économiques locales et promotion de l’emploi des femmes et des jeunes**  **Volet 1.1 : Promotion des initiatives de développement économique locale** | | | | |
| **Produits recherchés** | **Cible des produits** | **Activités majeures prévues** | **Responsables** | **Apports en $ E.U** |
| **Produit 1.1.1:Les capacités managériales, techniques et technologiques des porteurs d’initiatives et des partenaires institutionnels sont renforcées**  **Ligne de base :** 535 femmes et jeunes, membres de MPE formés  **Indicateurs**:   * Nombre de MPE créées et structurées pour les femmes et les jeunes dans les zones ciblées * Nombre de modules de formation élaborés ; * Nombre de sessions de formation organisées * Nombres de femmes et de jeunes   Dont les capacités sont renforcées | **Cible 1**  2013 à 2017, un plan de renforcement des capacités managériales, techniques et technologiques est conçu et mis en œuvre | - Elaborer un plan de renforcement des capacités ciblé ; - Renforcer les capacités techniques, managériales, et de gestion des promoteurs/trices de MPE ;  - Mettre en réseaux des promoteurs/trices de MPE évoluant dans les domaines innovants (promotion de l’entreprenariat agricole/fermes agricoles, culture bio, emplois verts ….) ;  - Organiser des visites et partage d'expériences pour les promoteurs/trices (foires, portes ouvertes, échanges….). | MDS/CSO | Consul. Nat= 100,000  Ateliers/Format. = 25,000  Sous-contrat= 50,000  Équipements= 69,000  Missions/Dépla.= 15,000  Prof.Nat. = 100,000  Divers/Fonct.= 10,000 |
| **Cible 2**  2013 à 2017, au moins 400 MPE viables de femmes et des jeunes sont créées et accompagnées | - Actualiser la stratégie de financement des MPE ;  - Réalisation d’études sur les filières porteuses;  - Appuyer l’identification, la formulation de MPE dans les secteurs et filières porteuses de croissance (promotion de l’entreprenariat agricole/fermes agricoles, culture bio, emplois verts, travaux HIMO  - Mettre en place un mécanisme d’accompagnement et d’appui conseil à la structuration, au développement institutionnel des MPE ; | MDS/CSO |
| **Cible 3**  2013 à 2017, les capacités des partenaires institutionnels impliqués dans l’accompagnement des promoteurs sont renforcées | - Evaluer les protocoles d’accord déjà signés avec les partenaires ;  - Sélectionner et signer des conventions avec les SFD de proximité pour le portage des fonds destinés au financement des MPE  - Elaborer un plan de communication destiné à l’ensemble des - Elaborer un plan de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans  l’accompagnement des promoteurs/trices de PME  - Renforcer les capacités des acteurs | MDS/CSO/DMF/ONG |
| **TOTAL Produit 1.1.1** | | | PNUD = 150,000A rechercher = 219,000 **Total = 369,000** |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **OMD 1** | | | | |
| **Eléments de référence de la SNDES** | **Axe :** Croissance, productivité et création de richesses | | | |
| **Eléments de référence UNDAF** | **Axe de coopération :** | | | |
| **Effet :** Les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention | | | |
| **Eléments de référence du CPD** | **Sous-programme 2 :** Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES) / Composante 3 : Renforcement des dynamiques locales de développement économique et social/ Volet 1 : Renforcement du fonds de développement économique local | | | |
| **Elément de référence : CDSMT/INPS (MDS)** | **Programme 5 :** Renforcement du dispositif de lutte contre la pauvreté, de protection sociale et de suivi évaluation des programmes du secteur | | | |
| **Composante1 : Renforcement des dynamiques économiques locales et promotion de l’emploi des femmes et des jeunes**  **Volet 1.1 : Promotion des initiatives de développement économique locale** | | | | |
| **Produits recherchés** | **Cible des produits** | **Activités majeures prévues** |  | **Apports en $ E.U** |
| **Produit 1.1.2:L’accès aux mécanismes de financement au profit des femmes et des jeunes porteurs/euses de MPE est renforcé**  **Ligne de base :** moins 1301 femmes et jeunes ont accès au financement  **Indicateurs**:   * Nombre d’emplois crées pour les femmes et les jeunes * Nombre de secteurs et de filières productives investis par les femmes et les jeunes * Nombre de MPE de femmes et de jeunes sélectionnés et financées par les SFD * Volume du financement accordé aux femmes et aux jeunes | **Cible 1**  2013 à 2017, des mécanismes de financement des projets des jeunes sont développés et mis en œuvre en partenariat avec les SFD | - Sélectionner des SFD de proximité pour le portage des fonds destinés au financement des MPE ;  - Mettre en place un mécanisme de financement des MPE des femmes des jeunes ;  - Signer des conventions avec les CL, les SFD, les ST pour le financement des MPE au profit des femmes et des jeunes ; | MDS/CSO/DMF | Consul. Nat= 250,000  Ateliers/Format. = 50,000  Sous-contrat= 250,000  Équipements= 200,000  Missions/Dépla.= 50,000  Prof.Nat. = 150,000  Divers/Fonct.= 50,000 |
| **Cible 2**  2013 à 2017, au moins 4000 femmes et jeunes issues des zones d’intervention ciblées ont accès aux financements et développent des activités économiques (MPE) | - Mettre en place des lignes de crédit pour le financement de Micro entreprises des femmes et des jeunes ;  - Mobilisation des SFD pour renforcer le financement des MPE des femmes et des jeunes | MDS/CSO/DMF |
| **Cible 3**  2013 à 2017, un système d’information, de gestion et de suivi évaluation des porteurs de projets est assuré | - Mettre en place un système d’information, de suivi et d’évaluation des MPE financées au profit des femmes et des jeunes  - Mettre en place un plan de gestion de la qualité de la production  Capitaliser les initiatives productives financées. | MDS/CSO |
| TOTAL Produit 1.1.2 | | | PNUD = 300, 000 **A rechercher= 700, 000**  **Total = 1,000, 000** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **OMD 1** | | | | | | | | | |
| **Eléments de référence de la SNDES** | **Axe :** Croissance, productivité et création de richesses | | | | | | | | |
| **Eléments de référence UNDAF** | **Axe de coopération :** | | | | | | | | |
| **Effet :** Les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention | | | | | | | | |
| **Eléments de référence du CPD** | **Sous-programme 2 :** Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES) / Composante 3 : Renforcement des dynamiques locales de développement économique et social/ Volet 1 : Renforcement du fonds de développement économique local | | | | | | | | |
| **Elément de référence : CDSMT/INPS (MDS)** | **Programme 5 :** Renforcement du dispositif de lutte contre la pauvreté, de protection sociale et de suivi évaluation des programmes du secteur | | | | | | | | |
| **Composante1 : Renforcement des dynamiques économiques locales et promotion de l’emploi des femmes et des jeunes**  **Volet 1.1 : Promotion des initiatives de développement économique locale** | | | | | | | | | |
| **Produits recherchés** | **Cible des produits** | | **Activités majeures prévues** |  | | | | **Apports en $ E.U** | |
| **Produit 1.1.3:Des infrastructures et équipements de soutien à l’économie locale sont mis en place et renforcés**  **Ligne de base :** pas d’infrastructures et équipements de soutien mis en place  **Indicateurs**:   * Nombre d’infrastructures et équipements de soutien innovants mis en place * Nombre de femmes et de jeunes, bénéficiant d’infrastructures de soutien * Nombre de modules développés sur la gestion, l’entretien et la maintenance des infrastructures et équipement de soutien * Nombre de femmes et de jeunes formés sur la gestion, l’entretien et la maintenance des infrastructures et équipements de soutien | **Cible 1**  2013 à 2017, des procédures et mécanismes d’acquisition des infrastructures et équipements de soutien à l’économie sont développés et mis en œuvre | | - Réaliser des études d’identification des infrastructures et équipements de soutien à la production selon les zones ciblées ;  - Mettre en place un mécanisme et des procédures d’acquisition des infrastructures et équipements de soutien  - Sensibiliser/informer les acteurs sur les mécanismes et procédures d’acquisition des infrastructures et équipements de soutien | MDS/CSO | | | | Consul. Nat= 300,000  Ateliers/Format. = 50,000  Sous-contrat= 200,000  Équipements= 200,000  Missions/Dépla.= 25,000  Prof.Nat. = 150,000  Divers/Fonct.= 25,000 | |
| **Cible 2**  2013 à 2017, des infrastructures et équipements de soutien sont mis à la disposition des femmes et jeunes promoteurs pour accroître la productivité de leurs activités | | - Etablir des protocoles de partenariat avec les instituts et structures qui développent des innovations technologiques durables  - Mettre en place des équipements, matériels et technologies appropriées (plateformes multifonctionnelles, kits pour cultures sous serre, goutte à goutte, fermes agricoles …) pour la valorisation des initiatives et capacités productives des femmes et des jeunes ; | MDS/CSO | | | |
| **Cible 3**  2013 à 2017, Un système d’entretien, de maintenance, de gestion et de suivi des infrastructures et équipements productifs est mis en place et fonctionnels | | - Elaborer un plan de gestion, d’entretien et de maintenance des infrastructures et équipements de soutien à la production ;  - Renforcer les capacités des femmes et des jeunes en matière de gestion, d’entretien et de maintenance des infrastructures et équipements de soutien à la production  - Mettre en place un dispositif de gestion, de suivi et d’évaluation des infrastructures et équipements de soutien à la production | MDS/CSO | | | |
| TOTAL Produit 1.1.3 | | | | | | | PNUD = 250, 000A rechercher= 700, 000 **Total = 950, 000** | |
| **OMD 1** | | | | | | | | | | |
| **Eléments de référence de la SNDES** | **Axe :** Croissance, productivité et création de richesses | | | | | | | | | |
| **Eléments de référence UNDAF** | **Axe de coopération :** | | | | | | | | | |
| **Effet :** Les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention | | | | | | | | | |
| **Eléments de référence du CPD** | **Sous-programme 2 :** Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES) / Composante 3 : Renforcement des dynamiques locales de développement économique et social/ Volet 1 : Renforcement du fonds de développement économique local | | | | | | | | | |
| **Elément de référence : CDSMT/INPS (MDS)** | **Programme 5 :** Renforcement du dispositif de lutte contre la pauvreté, de protection sociale et de suivi évaluation des programmes du secteur | | | | | | | | | |
| **Composante1 : Renforcement des dynamiques économiques locales et promotion de l’emploi des femmes et des jeunes**  **Volet 1.2 : Renforcement et élargissement du dispositif de financement de l’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP** | | | | | | | | | | |
| **Produits recherchés** | **Cible des produits** | | **Activités majeures prévues** | |  | | | | **Apports en $ E.U** | |
| **Produit 1.2.1:Le dispositif financier d’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP est renforcé et élargi**  **Ligne de base :** 392 jeunes issus du système de l’ETFP de la ZCO ont accès au financement du fonds d’insertion  **Indicateurs**:   * Un schéma de financement validé et vulgarisé * Un Manuel de gestion de fonds d’insertion mise à jour et validé * Nombre de produits financiers adaptés développés par les institutions de financement BRS et SFD * Nombre de jeunes sortant du système de l’ETFP et autres structures de formation ayant accès à des services financiers adaptés * Taux d’accroissement des MPE/insertion * Nombre de SFD et réseaux intégrés dans un système inclusif de financement de l’insertion * Taux annuel de décaissement du fonds d’insertion * Taux annuel de reconstitution du fonds * Nombre de services offerts par les IF sur fonds propres | **Cible 1**  2013 à 2017, le mécanisme de financement de l’insertion des jeunes du système de l’ETFP est réactualisé et validé | | - Elaborer la situation de référence dans le cadre de l’insertion dans la ZCO;  - Organiser des ateliers de réactualisation et de validation du mécanisme de financement de l’insertion ;  - Signer une nouvelle convention avec la BRS;  - Sélectionner des SFD de la zone centre par la BRS et augmenter les SFD de proximité de la zone Nord ;  - Sensibiliser/informer les acteurs sur les procédures et mécanismes de financement du fonds d'insertion ;  - Appuyer l’organisation d’ateliers de partage et d'harmonisation des fonds d'insertion de l'ETFP ; | | MDS/CSO/DMF/ METFP | | | | Consul. Nat= 200,000  Ateliers/Format. = 75,000  Sous-contrat= 167,620  Équipements= 75,000  Missions/Dépla.= 107,380  Prof.Nat. = 300,000  Divers/Fonct.= 27,500 | |
| **Cible 2**  2013 à 2017, de nouveaux produits financiers adaptés aux jeunes du système de l’ETFP sont conçus et mis en œuvre | | - Réaliser des études pour le développement de nouveaux produits adaptés aux jeunes de l’ETFP  - Appuyer le développement de nouveaux produits financiers adaptés aux jeunes issus du système de l'ETFP (innovations financières adaptées au financement des jeunes). | | MDS/CSO/ DMF/ METFP | | | |
| **Cible 3**  2013 à 2017, au moins 1500 jeunes issus du système de l’ETFP ont accès aux lignes de crédits mises en place, en partenariat avec le Système Financier | | - Renforcer le fonds d’insertion au profit des sortants du système de l’ETFP et autres structures de formation (lignes de crédit) ;  - Organiser des comités d'orientation sur l'éligibilité des plans d'affaires reçus ;  - Appuyer la reconstitution du fonds/revolving ;  - Appuyer la mobilisation de ressources pour le renforcement du fonds d'insertion (autres PTF, collectivités locales, secteur privé, banques) | | MDS/CSO/DMF/ METFP | | | |
| TOTAL Produit 1.2.1 | | | | | | | | PNUD = 125,000 **Luxembourg =327,500**  **A rechercher= 500,000**  **Total = 952,500** | |
| **OMD 1** | | | | | | | | | | |
| **Eléments de référence de la SNDES** | **Axe :** Croissance, productivité et création de richesses | | | | | | | | | |
| **Eléments de référence UNDAF** | **Axe de coopération :** | | | | | | | | | |
| **Effet :** Les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention | | | | | | | | | |
| **Eléments de référence du CPD** | **Sous-programme 2 :** Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES) / Composante 3 : Renforcement des dynamiques locales de développement économique et social/ Volet 1 : Renforcement du fonds de développement économique local | | | | | | | | | |
| **Elément de référence : CDSMT/INPS (MDS)** | **Programme 5 :** Renforcement du dispositif de lutte contre la pauvreté, de protection sociale et de suivi évaluation des programmes du secteur | | | | | | | | | |
| **Composante1 : Renforcement des dynamiques économiques locales et promotion de l’emploi des femmes et des jeunes**  **Volet 1.2 : Renforcement et élargissement du dispositif de financement de l’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP** | | | | | | | | | | |
| **Produits recherchés** | **Cible des produits** | **Activités majeures prévues** | | | **Responsables** | | **Apports en $ E.U** | | | |
| **Produit 1.2.2:Les capacités des promoteurs/trices et autres acteurs de l’insertion sont renforcées**  **Ligne de base :** 153 jeunes issus du système de l’ETFP de la ZCO ont accès au financement du fonds d’insertion  **Indicateurs**:   * Nombre d’ateliers de formations organisés au profit des acteurs (CAI, Ministère, COM) * Nombre de SFD du dispositif de financement de l’insertion, renforcés * Un Système d’information et de gestion sur le financement de l’insertion est disponible et connecté au SIG du METFP | **Cible 1**  2013 à 2017, un plan de renforcement des capacités des promoteurs issus du système de l’ETFP et des autres acteurs est élaboré et mis en œuvre | - Elaborer un plan de renforcement des capacités des promoteurs et acteurs de l’insertion ;  - Former les acteurs de l'insertion (Ministère, promoteurs, centre de formation, ---Collectivité locale, Cellules d'appui à l'insertion, comité d'orientation) sur les mécanismes de financement, de l'éducation financière, de gestion et de sécurisation du fonds ;  - Former les promoteurs/trices financés sur la fiscalité et l’environnement des affaires ;  - Former le personnel des Institutions Financières (micro finance, évaluation de projets, suivi évaluation, fiscalité des MPE etc.) ;  - Appuyer le réseautage des SFD pour la sécurisation des fonds ;  - Organiser des visites et partage d'expériences pour les promoteurs/trices (foires, portes ouvertes, échanges….) ;  - Organiser des ateliers de capitalisation et de partage sur les stratégies en matière d’insertion et d’emploi des jeunes. | | | MDS/CSO/DMF/ METFP | | Consul. Nat= 53,955  Ateliers/Format. = 25,000  Sous-contrat= 25,000  Équipements= 25,000  Missions/Dépla.= 50,000  Prof.Nat. = 327,500  Divers/Fonct.= 50,000 | | | |
| **Cible 2**  2013 à 2017, un plan de communication efficace sur le fonds d’insertion est disponible et mis en œuvre de manière permanente | - Actualiser, éditer et diffuser le manuel d'insertion ;  - Concevoir, éditer et diffuser des outils et supports de communication sur le fonds d'insertion (fiches techniques, dépliants, plaquettes, kakemono, affiches, flyers, bulletin d'information etc.) ;  - Capitaliser et documenter les résultats sur le financement de l’insertion (films documentaires, éditions ….) ;  - Consolider le SIG sur le financement de l'insertion et modélisation des données en relation avec le METFP (connexion avec le SIG du METFP).  - Elaborer la cartographie du financement de l'insertion dans la ZCO ;  - Organiser et participer aux foires et aux rencontres | | | MDS/CSO/ DMF/ METFP | |
| **Cible 3**  2013 – 2017, un système d’information, de gestion et de suivi évaluation du financement de l’insertion est fonctionnel | - Assurer l’appui conseil ;  - Appuyer la mise en place d'un dispositif de suivi évaluation du financement de l'insertion au niveau des centres en relation avec le METFP ;  - Elaborer des outils de suivi du fonds d'insertion ;  - Suivre périodiquement le remboursement/reconstitution du fonds ;  - Organiser des missions conjointes (PRP/PNUD/Ministères) de suivi de la BRS, SFD et promoteurs ;  - Organiser des réunions et rencontres de coordination trimestrielles avec les ministères concernés ;  - Organiser des ateliers d'auto évaluation annuel, réunion tripartite annuelle, d’évaluation à mi-parcours et d'évaluation finale du fonds d'insertion. | | | MDS/CSO/DMF/ METFP | |
| **TOTAL Produit 1.2.2** | | | | | | PNUD = 125,000 **Luxembourg = 327, 500**  **A rechercher= 103, 955**  **Total = 556,455** | | | |
| **OMD 1** | | | | | | | | | | |
| **Eléments de référence de la SNDES** | **Axe :** Croissance, productivité et création de richesses | | | | | | | | | |
| **Eléments de référence UNDAF** | **Axe de coopération :** | | | | | | | | | |
| **Effet :** Les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention | | | | | | | | | |
| **Eléments de référence du CPD** | **Sous-programme 2 :** Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES) / Composante 3 : Renforcement des dynamiques locales de développement économique et social/ Volet 1 : Renforcement du fonds de développement économique local | | | | | | | | | |
| **Elément de référence : CDSMT/INPS (MDS)** | **Programme 5 :** Renforcement du dispositif de lutte contre la pauvreté, de protection sociale et de suivi évaluation des programmes du secteur | | | | | | | | | |
| **Composante2 : Appui à la mise en œuvre et au suivi de la SNDES et de l’INPS**  **Volet 2.1 : Renforcement de la Protection Sociale des groupes vulnérables pour une croissance Economique Inclusive** | | | | | | | | | | |
| **Produits recherchés** | **Cible des produits** | | **Activités majeures prévues** | | **Responsables** | | | | **Apports en $ E.U** | |
| **Produit 2.1.1**  **Le dispositif national de l’INPS est renforcé au profit des groupes vulnérables**    **Ligne de base :** existence d’un modèle de ciblage  **Indicateurs**:  - nombre de GV et de ménages pauvres ciblés  - nombre de plateformes techniques opérationnels  - nombre de plans d’actions réalisés | **Cible 1**  2013 -2017, un modèle de ciblage des groupes vulnérables est disponible et mis en œuvre dans les zones d’intervention | | -  - Procéder au ciblage des groupes vulnérables et des ménages pauvres dans les zones d’intervention (CPMD, Communes)  - Réaliser le diagnostic participatif des besoins des GV et des ménages pauvres  - Concevoir et mettre en place des procédures et mécanismes d’intégration du système national de filets de sécurité à travers un registre unique et unifié | | MDS/CSO/ANSD | | | | Consul. Nat= 150,000  Ateliers/Format. = 25,000  Sous-contrat= 100,000  Équipements= 50,000  Missions/Dépla.= 25,000  Prof.Nat. = 200,000  Divers/Fonct.= 26,073 | |
| **Cible 2**  2013 -2017, un cadre institutionnel et communautaire de prise en charge des groupes vulnérables est mis en place et fonctionnel dans les zones d’intervention | | -Appuyer la mise en place de plateformes techniques opérationnelles et communautaires de prise en charge des GV ;  - Renforcer les capacités des acteurs des plateformes en en matière de ciblage, de diagnostic, de planification et de suivi évaluation dans le domaine de la protection sociale  - Mettre en place un mécanisme de suivi | | MDS/CSO | | | |
| **Cible 3**  2013 -2017, les plans d’actions des plateformes régionales et départementales de prise en charge des groupes vulnérables sont élaborés | | - Appuyer la réalisation des plans d’action des plateformes  -Assurer le suivi évaluation des actions réalisées | | MDS/CSO | | | |
| **TOTAL Produit 2.1.1** | | | | | | | | PNUD = 276, 073 **A rechercher= 300, 000**  **Total = 576, 073** | |
| **OMD 1** | | | | | | | | | |
| **Eléments de référence de la SNDES** | **Axe :** Croissance, productivité et création de richesses | | | | | | | | |
| **Eléments de référence UNDAF** | **Axe de coopération :** | | | | | | | | |
| **Effet :** Les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention | | | | | | | | |
| **Eléments de référence du CPD** | **Sous-programme 2 :** Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES) / Composante 3 : Renforcement des dynamiques locales de développement économique et social/ Volet 1 : Renforcement du fonds de développement économique local | | | | | | | | |
| **Elément de référence : CDSMT/INPS (MDS)** | **Programme 5 :** Renforcement du dispositif de lutte contre la pauvreté, de protection sociale et de suivi évaluation des programmes du secteur | | | | | | | | |
| **Composante2 : Appui à la mise en œuvre et au suivi de la SNDES et de l’INPS**  **Volet 2.1 : Renforcement de la Protection Sociale des groupes vulnérables pour une croissance Economique Inclusive** | | | | | | | | | |
| **Produits recherchés** | **Cible des produits** | | **Activités majeures prévues** | | | **Responsables** | | | **Apports en $ E.U** |
| **Produit 2.1.2:**  **Le dispositif d’appui à l’accès des ménages pauvres aux actifs économiques est mis en place et rendu fonction**nel  **Ligne de base :** existence d’un projet test de transfert aux ménages pauvres au MFEEF/CSO et d’une expérimentation de la micro assurance santé articulé à des produits financiers pour sécuriser les revenus des ménages pauvres  **Indicateurs**:  - un programme spécifique de filets de sécurité économique au profit des ménages pauvres disponible  - des procédures et mécanismes d’appui aux projets productifs des ménages pauvres sont mis en œuvre  - montant des financements de projets productifs des ménages pauvres  - nombre de femmes et de jeunes ayant accès au financement  - nombre de ménages pauvres bénéficiant de couverture maladie | **Cible 1**  2013 -2017, un système d’appui aux projets productifs de ménages pauvres est développé dans les zones de concentration (transferts économiques) | | - Concevoir et mettre en place un programme spécifique de filets de sécurité économique au profit des ménages pauvres  - Assurer l’accompagnement et le renforcement des capacités des ménages pauvres ciblés porteurs de projets productifs  - Signer et assurer la mise en œuvre d’un protocole de partenariat avec la Délégation à la protection sociale et solidarité nationale en appui au programme bourse familiale (études stratégiques, ciblage, suivi évaluation et renforcement des capacités) | | | MDS/CSO/DGPSSN | | | Consul. Nat= 200,000  Ateliers/Format. = 50,000  Sous-contrat= 200,000  Équipements= 166,189  Missions/Dépla.= 50,000  Prof.Nat. =200,000  Divers/Fonct.= 50,000 |
| **Cible 2**  2013 -2017, les ménages pauvres utilisent les lignes de crédits adaptées mises en place pour réaliser leurs projets productifs | | - Définir ou réactualiser les procédures et mécanismes d’appui aux projets productifs des ménages pauvres  - Mettre en place des lignes de crédits pour le financement des projets productifs des ménages pauvres  - Assurer le suivi évaluation des projets productifs des ménages pauvres ciblés | | | MDS/CSO | | |
| **Cible 3**  2013 -2017, des produits d’assurance maladie adaptés sont développés pour sécuriser les revenus (actifs économiques) des ménages pauvres des collectivités | | - Capitaliser et étendre l’expérience du PRP dans la commune de SL en matière de micro-assurance santé dans de nouvelles zones ;  - Signer des protocoles de partenariat avec la CACMU du Ministère de la santé et de l’action sociale et les SFD et Mutuelles de santé concernés en appui au programme national de couverture maladie universelle  - Assurer le suivi évaluation | | | MDS/CSO/MSAS | | |
| **TOTAL Produit 2.1.2** | | | | | | | | PNUD = 350, 000 **A rechercher=566, 189**  **Total = 916, 189** |
| **OMD 1** | | | | | | | | | |
| **Eléments de référence de la SNDES** | **Axe :** Croissance, productivité et création de richesses | | | | | | | | |
| **Eléments de référence UNDAF** | **Axe de coopération :** | | | | | | | | |
| **Effet :** Les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention | | | | | | | | |
| **Eléments de référence du CPD** | **Sous-programme 2 :** Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES) / Composante 3 : Renforcement des dynamiques locales de développement économique et social/ Volet 1 : Renforcement du fonds de développement économique local | | | | | | | | |
| **Elément de référence : CDSMT/INPS (MDS)** | **Programme 5 :** Renforcement du dispositif de lutte contre la pauvreté, de protection sociale et de suivi évaluation des programmes du secteur | | | | | | | | |
| **Composante2 : Appui à la mise en œuvre et au suivi de la SNDES et de l’INPS**  **Volet 2.1 : Renforcement de la Protection Sociale des groupes vulnérables pour une croissance Economique Inclusive** | | | | | | | | | |
| **Produits recherchés** | **Cible des produits** | | **Activités majeures prévues** | | **Responsables** | | **Apports en $ E.U** | | |
| **Produit 2.1.3:**  **L’accès des groupes vulnérables aux services sociaux de base (socle social) est amélioré**  **Ligne de base :**  16 infrastructures sociales de baseréalisées. Pas de travaux HIMO  **Indicateurs**:  - nombre de filets sociaux mis en place  - nature des filets sociaux mis en place  - nature des travaux HIMO réalisés  - nombre de jeunes et femmes ayant bénéficié de travaux HIMO  - nombre de femmes et de jeunes formés | **Cible 1**  2013 -2017, des modèles de contractualisation sur les travaux HIMO sont développés en relation avec les collectivités locales au profit des jeunes issus de familles pauvres | | - Réaliser des études pour identifier les travaux HIMO en partenariat avec les collectivités locales  - Définir les procédures et mécanismes de réalisation des travaux HIMO par section ;  - renforcer | | MDS/CSO/CL | | Consul. Nat= 500,000  Ateliers/Format. = 100,000  Sous-contrat= 500,000  Équipements= 200,000  Missions/Dépla.= 100,000  Prof.Nat. = 250,000  Divers/Fonct.= 50,000 | | |
| **Cible 2**  2013 -2017, des services sociaux de base issus des plans d’actions sont réalisés pour améliorer la qualité de vie des ménages pauvres | | - Concevoir et mettre en œuvre des filets sociaux pour l’accès des ménages pauvres au socle social de base (eau/assainissement, éducation, santé, chocs et crises …) ;  - Assurer le suivi évaluation des actions | | MDS/CSO/ CL | |
| **Cible 3**  2013 -2017, les communautés de base assurent la gestion, la maintenance et le suivi des services sociaux et équipements de base dans les zones d’intervention | | - Renforcer les capacités techniques et managériales des jeunes et des femmes impliquées dans la réalisation, la gestion, l’entretien et la maintenance des travaux HIMO | | MDS/CSO/ CL | |
| **TOTAL Produit 2.1.3** | | | | | | PNUD = 500,000 **A rechercher=1,200, 000**  **Total = 1, 700, 000** | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **OMD 1** | | | | | | | |
| **Eléments de référence de la SNDES** | | **Axe :** Croissance, productivité et création de richesses | | | | | |
| **Eléments de référence UNDAF** | | **Axe de coopération :** | | | | | |
| **Effet :** Les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention | | | | | |
| **Eléments de référence du CPD** | | **Sous-programme 2 :** Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES) / Composante 3 : Renforcement des dynamiques locales de développement économique et social/ Volet 1 : Renforcement du fonds de développement économique local | | | | | |
| **Elément de référence : CDSMT/INPS (MDS)** | | **Programme 5 :** Renforcement du dispositif de lutte contre la pauvreté, de protection sociale et de suivi évaluation des programmes du secteur | | | | | |
| **Composante2 : Appui à la mise en œuvre et au suivi de la SNDES et de l’INPS**  **Volet 2.2 : Appui au pilotage stratégique de la SNDES et au suivi de la pauvreté pour la promotion du développement humain** | | | | | | | |
| **Produits recherchés** | | **Cible des produits** | | **Activités majeures prévues** | | **Responsables** | **Apports en $ E.U** |
| **Produit 2.2.1:**  **Les capacités de mise en œuvre et de suivi de la SNDES au niveau national et déconcentré sont renforcées au profit des groupes vulnérables**  **Ligne de base :** le RNDH est produit tous les deux ans  **Indicateurs**:  -Nombre de sessions de formation organisées pour partenaires institutionnels et de la société civile au niveau national et local  - Nombre de personnes formées  - nombre de rapports de suivi OMD élaborés  - nombre de rapports RNDH diffusés | | **Cible 1**  2013 -2017, un plan de renforcement des capacités des acteurs et partenaires institutionnels   au niveau national et local, en matière de formulation, de mise en œuvre et de coordination de projets et programmes, est élaboré et mis en œuvre | | - Identifier les besoins en renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre et le suivi de la SNDES  - Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités  des acteurs, partenaires institutionnels et de la société civile au niveau national et local  -Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources pour le programme  - Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication  - assurer le suivi évaluation des actions réalisées | | MDS/CSO | Consul. Nat= 150,000  Ateliers/Format. = 20,000  Sous-contrat= 150,000  Équipements= 41,101  Missions/Dépla.= 20,000  Prof.Nat. = 100,000  Divers/Fonct.= 25,224 |
| **Cible 2**  2013 -2017, le suivi annuel des OMD et agenda post OMD est assuré | | - Elaborer annuellement le rapport de suivi des OMD | | MDS/CSO/ DGP/UCSPE |
| **Cible 3**  2013 -2017, le RNDH est produit tous les deux ans | | - Elaborer, éditer et diffuser le RNDH | | MDS/CSO/ DGP |
| **TOTAL Produit 2.2.1** | | | | | PNUD = 173, 927 **A rechercher=341, 101**  **Total = 515, 028** |
| **OMD 1** | | | | | | | | |
| **Eléments de référence de la SNDES** | | | **Axe :** Croissance, productivité et création de richesses | | | | | |
| **Eléments de référence UNDAF** | | | **Axe de coopération :** | | | | | |
| **Effet :** Les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention | | | | | |
| **Eléments de référence du CPD** | | | **Sous-programme 2 :** Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES) / Composante 3 : Renforcement des dynamiques locales de développement économique et social/ Volet 1 : Renforcement du fonds de développement économique local | | | | | |
| **Elément de référence : CDSMT/INPS (MDS)** | | | **Programme 5 :** Renforcement du dispositif de lutte contre la pauvreté, de protection sociale et de suivi évaluation des programmes du secteur | | | | | |
| **Composante2 : Appui à la mise en œuvre et au suivi de la SNDES et de l’INPS**  **Volet 2.2 : Appui au pilotage stratégique de la SNDES et au suivi de la pauvreté pour la promotion du développement humain** | | | | | | | | |
| **Produits recherchés** | **Cible des produits** | | | | **Activités majeures prévues** | **Responsables** | **Apports en $ E.U** | |
| **Produit 2.2.2:**  **Les systèmes de suivi de la pauvreté et du Développement Humains sont renforcés et rendus fonctionnels au niveau national et local**  **Ligne de base :**observatoire non fonctionnel  **Indicateurs**:   * équipe OCV recruté * un entrepôt de données alimenté * nombre d’ateliers et fora d’échange organisés au niveau national et local * nombre personnes formées * cartographie de la vulnérabilité disponible * nombre et thématiques d’études stratégiques réalisées * un DISEC fonctionnel | **Cible 1**  2013 -2017, Observatoire est rendu fonctionnel | | | | -Recruter l’équipe et renforcer l’équipement de l’OCV  - Mettre en place et alimenter l’entrepôt de données (data warehouse – BADIS, LDB - et de magasins de données data Smart dans certaines structures pour stocker)   * Animer des fora et des ateliers d'échange au niveau central et régional, entre autres sur les stratégies, les politiques et les programmes affectant les conditions de vie et le développement humain * Appuyer la formulation et la mise en œuvre du plan stratégique de l’OCV   - Mener des actions de plaidoyer en fournissant des informations de base sur la situation de la pauvreté et de la vulnérabilité.  - Elaborer et mettre en œuvre r un plan de renforcement des capacités  des acteurs, partenaires institutionnels et de la société civile au niveau national et local | MDS/ANDS/DNPS | Consul. Nat= 200,000  Ateliers/Format. = 50,000  Sous-contrat= 200,000  Équipements= 200,000  Missions/Dépla.= 25,000  Prof.Nat. = 150,000  Divers/Fonct.= 25,000 | |
| **Cible 2**  2013 -2017, Profil et tendances de pauvreté élaborés tous les deux ans (Études stratégiques sur la Protection Sociale, la vulnérabilité, le genre | | | | * Réaliser des enquêtes de panel  sur la pauvreté et la vulnérabilité ; * Etablir la cartographie de la vulnérabilité ; * Mener des études stratégiques sur la pauvreté, la vulnérabilité, la protection sociale et autres thématiques émergentes ; * Appliquer et vulgariser le modèle T 21 dans les secteurs clés ;   - Capitaliser, partager et diffuser les résultats des études | MDS/ANDS  MDS/DGP/DSD |
| **Cible 3**  2013 -2017, les dispositifs de coordination, de suivi évaluation et d’information sur les GV/pauvreté et la protection sociale sont renforcés | | | | * Renforcer le dispositif de coordination, de suivi évaluation et d’information sur la pauvreté et la protection sociale des GV   - Capitaliser des expériences au niveau national et international   * Mener des études stratégiques sur la pauvreté, la vulnérabilité, la protection sociale et autres thématiques émergentes * Actualiser et mettre en œuvre le plan de communication * Elaborer et mettre en œuvre r un plan de renforcement des capacités  des acteurs, partenaires institutionnels et de la société civile au niveau national et local * Mettre en œuvre un DISEC opérationnel   - Assurer la gestion et le suivi des actions. | MDS/CSO/UCSPE/DNPS |
| **Cible 4**  2013 -2017, les revues sectorielles et le suivi de la mise en œuvre de la SNDES sont régulièrement organisés et alimentent les plateformes de dialogue entre les acteurs | | | | * Analyser les progrès sectoriels au niveau national et régional   - Appuyer les revues sectorielles et la revue annuelle de la SNDES;  - Organiser et/ou participer à des fora et ateliers d’échange et de partage sur les expériences réussies au niveau national et international | MDS/CSO/UCSPE |
| **TOTAL Produit 2.2.2** | | | | | | PNUD = 250, 000 **A rechercher = 600, 000**  **Total = 850, 000** | |
| **TOTAUX** | | | | | | | PNUD = 2, 500, 000 **Luxembourg = 655, 000**  **A rechercher = 5, 230, 245**  **Total = 8, 385, 245** | |

# PARTIE XI –PLAN DE TRAVAIL ANNUEL : Année 1

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PRODUIT RECHERCHE** | **ACTIVITES** | **CHRONOGRAMME** | | | | **PARTIE RESPONSBALE** | **BUDGET** | | |
| **Q1** | **Q2** | **Q3** | **Q4** | Source de fonds | Description Budget | Montant (USD) |
| **Produit 1.1.1Les capacités managériales, techniques et technologiques des porteurs d’initiatives et des partenaires institutionnels sont renforcées**  **Ligne de base :** 535 femmes et jeunes, membres de MPE formés  **Indicateurs:**   * Nombre de MPE créées et structurées pour les femmes et les jeunes dans les zones ciblées * Nombre de modules de formation élaborés ; * Nombre de sessions de formation organisées * Nombres de femmes et de jeunes   Dont les capacités sont renforcées | - Elaborer un plan de renforcement des capacités ciblé ;  - Renforcer les capacités techniques, managériales, et de gestion des promoteurs/trices de MPE ; |  |  | x | x | MDS/CSO | Autres  Autres  Autres  Autres | 71205-serv contr  75700-ateliers  71305-serv contr  72600-serv | Consul. Nat=  Ateliers/Format. =  Sous-contrat=  Équipements=  Missions/Dépla.=  Prof.Nat. = 20,000  Divers/Fonct.= |
| - Mettre en place un mécanisme d’accompagnement et d’appui conseil à la structuration, au développement institutionnel des MPE ; |  |  | x | x | MDS/CSO | Autres  PNUD  Autres | 71620'missions  71405-serv contr  74525 divers |
| - Evaluer les protocoles d’accord déjà signés avec les partenaires |  |  | x | x | MDS/CSO/DMF/ONG |
| **TOTAL Produit 1.1.1** | | | | | | | | PNUD = 20,000 **Total = 20,000** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PRODUIT RECHERCHE** | **ACTIVITES** | **CHRONOGRAMME** | | | | **PARTIE RESPONSBALE** | **BUDGET** | | |
| **Q1** | **Q2** | **Q3** | **Q4** | Source de fonds | Description Budget | Montant (USD) |
| **Produit 1.1.2:L’accès aux mécanismes de financement au profit des femmes et des jeunes porteurs/euses de MPE est renforcé**  **Ligne de base :** moins 1301 femmes et jeunes ont accès au financement  **Indicateurs**:   * Nombre d’emplois crées pour les femmes et les jeunes * Nombre de secteurs et de filières productives investis par les femmes et les jeunes * Nombre de MPE de femmes et de jeunes sélectionnés et financées par les SFD * Volume du financement accordé aux femmes et aux jeunes | - Evaluer les protocoles d’accord déjà signés avec les SFD ;  - Elaborer et mettre en œuvre une stratégie efficace de recouvrement des fonds déjà alloués  - Mettre en place un mécanisme de financement des MPE des femmes des jeunes ; |  |  | x | x | MDS/CSO/DMF | Autres  PNUD  Autres  Autres  Autres  PNUD  Autres | 71205-serv contr  75700-ateliers  71305-serv contr  72600-serv  71620'missions  71405-serv contr  74525 divers | Consul. Nat=  Ateliers/Format. = 5,000  Sous-contrat=  Équipements=  Missions/Dépla.=  Prof.Nat. = 30,000  Divers/Fonct. |
| - Mobilisation des SFD pour renforcer le financement des MPE des femmes et des jeunes |  |  |  | x | MDS/CSO/DMF |
| - Mettre en place un système d’information, de suivi et d’évaluation des MPE financées au profit des femmes et des jeunes |  | x | x | x | MDS/CSO |
| **TOTAL Produit 1.1.2** | | | | | | | | PNUD = 35,000 **Total = 35,000** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PRODUIT RECHERCHE** | **ACTIVITES** | **CHRONOGRAMME** | | | | **PARTIE RESPONSBALE** | **BUDGET** | | |
| **Q1** | **Q2** | **Q3** | **Q4** | Source de fonds | Description Budget | Montant (USD) |
| **Produit 1.1.3:Des infrastructures et équipements de soutien à l’économie locale sont mis en place et renforcés**  **Ligne de base :** pas d’infrastructures et équipements de soutien mis en place  **Indicateurs**:   * Nombre d’infrastructures et équipements de soutien innovants mis en place * Nombre de femmes et de jeunes, bénéficiant d’infrastructures de soutien * Nombre de modules développés sur la gestion, l’entretien et la maintenance des infrastructures et équipement de soutien   Nombre de femmes et de jeunes formés sur la gestion, l’entretien et la maintenance des infrastructures et équipements de soutien | - |  |  | x | x | MDS/CSO | Autres  PNUD  Autres  Autres  PNUD  PNUD  Autres | 71205-serv contr  75700-ateliers  71305-serv contr  72600-serv | Consul. Nat=  Ateliers/Format. = 5,000  Sous-contrat=  Équipements=  Missions/Dépla.= 5,000  Prof.Nat. = 15,000  Divers/Fonct.= |
| - Etablir des protocoles de partenariat avec les instituts et structures qui développent des innovations technologiques durables |  |  | x | x | MDS/CSO | 71620'missions  71405-serv contr  74525 divers |
| - Mettre en place un dispositif de gestion, de suivi et d’évaluation des infrastructures et équipements de soutien à la production |  |  | x | x | MDS/CSO |
| **TOTAL Produit 1.1.3** | | | | | | | | PNUD =  25,000 **Total = 25,000** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PRODUIT RECHERCHE** | **ACTIVITES** | **CHRONOGRAMME** | | | | **PARTIE RESPONSBALE** | **BUDGET** | | |
| **Q1** | **Q2** | **Q3** | **Q4** | Source de fonds | Description Budget | Montant (USD) |
| **Produit 1.2.1 :Le dispositif financier d’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP est renforcé et élargi**  **Ligne de base :** 392 jeunes issus du système de l’ETFP de la ZCO ont accès au financement du fonds d’insertion  **Indicateurs**:   * Un schéma de financement validé et vulgarisé * Un Manuel de gestion de fonds d’insertion mise à jour et validé * Nombre de produits financiers adaptés développés par les institutions de financement BRS et SFD * Nombre de jeunes sortant du système de l’ETFP et autres structures de formation ayant accès à des services financiers adaptés * Taux d’accroissement des MPE/insertion * Nombre de SFD et réseaux intégrés dans un système inclusif de financement de l’insertion * Taux annuel de décaissement du fonds d’insertion * Taux annuel de reconstitution du fonds * Nombre de services offerts par les IF sur fonds propres | - Elaborer la situation de référence dans le cadre de l’insertion dans la ZCO;  - Organiser des ateliers de réactualisation et de validation du mécanisme de financement de l’insertion ;  - Signer une nouvelle convention avec la BRS;  - Sélectionner des SFD de la zone centre par la BRS et augmenter les SFD de proximité de la zone Nord |  | x | x | x | MDS/CSO/DMF/ METFP | Autres PNUD Autres  Autres PNUD LUX  LUX | 71205-serv contr  75700-ateliers  71305-serv contr  72600-serv  71620'missions  71405-serv contr  74525 divers | Consul. Nat=  Ateliers/Format. = 10, 000  Sous-contrat=  Équipements=  Missions/Dépla.= 15, 000  Prof.Nat. = 60, 000  Divers/Fonct.=5, 500 |
| - Réaliser des études pour le développement de nouveaux produits adaptés aux jeunes de l’ETFP |  |  | x | x | MDS/CSO/ DMF/ METFP |
| - Organiser des comités d'orientation sur l'éligibilité des plans d'affaires reçus ; |  | x | x | x | MDS/CSO/DMF/ METFP |
| **TOTAL Produit 1.2.1** | | | | | | | | PNUD = 25, 000Luxembourg =65, 500 **Total = 90, 500** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PRODUIT RECHERCHE** | **ACTIVITES** | **CHRONOGRAMME** | | | | **PARTIE RESPONSBALE** | **BUDGET** | | |
| **Q1** | **Q2** | **Q3** | **Q4** | Source de fonds | Description Budget | Montant (USD) |
| **Produit 1.2.2:Les capacités des promoteurs/trices et autres acteurs de l’insertion sont renforcées**  **Ligne de base :** 153 jeunes issus du système de l’ETFP de la ZCO ont accès au financement du fonds d’insertion  **Indicateurs**:   * Nombre d’ateliers de formations organisés au profit des acteurs (CAI, Ministère, COM) * Nombre de SFD du dispositif de financement de l’insertion, renforcés * Un Système d’information et de gestion sur le financement de l’insertion est disponible et connecté au SIG du METFP | - Elaborer un plan de renforcement des capacités des promoteurs et acteurs de l’insertion ;  -  - - Organiser des ateliers de capitalisation et de partage sur les stratégies en matière d’insertion et d’emploi des jeunes. |  | x | x | x | MDS/CSO/DMF/ METFP | Autres  Autres  Autres  Autres  PNUD  LUX  PNUD | 71205-serv contr  75700-ateliers  71305-serv contr  72600-serv  71620'missions  71405-serv contr  74525 divers | Consul. Nat=  Ateliers/Format. =  Sous-contrat=  Équipements=  Missions/Dépla.= 20, 000  Prof.Nat. = 65, 500  Divers/Fonct.=5, 000 |
| - Actualiser, éditer et diffuser le manuel d'insertion ;  - Concevoir, éditer et diffuser des outils et supports de communication sur le fonds d'insertion (fiches techniques, dépliants, plaquettes, kakemono, affiches, flyers, bulletin d'information etc.) ;  - Organiser et participer aux foires et aux rencontres |  |  | x | x | MDS/CSO/ DMF/ METFP |
| - Assurer l’appui conseil ;  - Appuyer la mise en place d'un dispositif de suivi évaluation du financement de l'insertion au niveau des centres en relation avec le METFP ;  - Elaborer des outils de suivi du fonds d'insertion ;  - Suivre périodiquement le remboursement/reconstitution du fonds ;  - Organiser des missions conjointes (PRP/PNUD/Ministères) de suivi de la BRS, SFD et promoteurs ;  - Organiser des réunions et rencontres de coordination trimestrielles avec les ministères concernés ; |  |  | x | x | MDS/CSO/DMF/ METFP |
| **TOTAL Produit 1.2.2** | | | | | | | | PNUD = 25, 000Luxembourg= 65, 500 **Total = 90,500** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PRODUIT RECHERCHE** | **ACTIVITES** | **CHRONOGRAMME** | | | | **PARTIE RESPONSBALE** | **BUDGET** | | |
| **Q1** | **Q2** | **Q3** | **Q4** | Source de fonds | Description Budget | Montant (USD) |
| **Produit 2.1.1:**  **Le dispositif national de l’INPS est renforcé au profit des groupes vulnérables**    **Ligne de base :**existence d’un modèle de ciblage  **Indicateurs**:  - nombre de GV et de ménages pauvres ciblés  - nombre de plateformes techniques opérationnels  - nombre de plans d’actions réalisés | - Procéder au ciblage des groupes vulnérables et des ménages pauvres dans les zones d’intervention (CPMD, Communes) |  | x | x | x | MDS/CSO/ANSD/DGPSSN | Autres  PNUD  Autres  Autres  PNUD  PNUD  PNUD | 71205-serv contr  75700-ateliers  71305-serv contr  72600-serv  71620'missions  71405-serv contr  74525 divers | Consul. Nat=  Ateliers/Format. = 5,000  Sous-contrat=  Équipements=  Missions/Dépla.= 5, 000  Prof.Nat. = 30,000  Divers/Fonct.=5,000 |
| -Appuyer la mise en place de plateformes techniques opérationnelles et communautaires de prise en charge des GV ;  - Renforcer les capacités des acteurs des plateformes en matière de ciblage, de diagnostic, de planification et de suivi évaluation dans le domaine de la protection sociale  - Mettre en place un mécanisme de suivi |  |  |  | x | MDS/CSO |
|  |  |  |  | x | MDS/CSO |  |  |
| **TOTAL Produit 2.1.1** | | | | | | | | PNUD = 45,000 **Total = 45,000** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PRODUIT RECHERCHE** | **ACTIVITES** | **CHRONOGRAMME** | | | | **PARTIE RESPONSBALE** | **BUDGET** | | |
| **Q1** | **Q2** | **Q3** | **Q4** | Source de fonds | Description Budget | Montant (USD) |
| **Produit 2.1.2:**  **Le dispositif d’appui à l’accès des ménages pauvres aux actifs économiques est mis en place et rendu fonctionnel**  **Ligne de base :** existence d’un projet test de transfert aux ménages pauvres au MFEEF/CSO et d’une expérimentation de la micro assurance santé articulé à des produits financiers pour sécuriser les revenus des ménages pauvres  **Indicateurs**:  - un programme spécifique de filets de sécurité économique au profit des ménages pauvres disponible  - des procédures et mécanismes d’appui aux projets productifs des ménages pauvres sont mis en œuvre  - montant des financements de projets productifs des ménages pauvres  - nombre de femmes et de jeunes ayant accès au financement  - nombre de ménages pauvres bénéficiant de couverture maladie | - Signer un protocole de partenariat avec la Délégation Générale à la protection sociale et solidarité nationale en appui au programme bourse familiale |  |  | x | x | MDS/CSO/DGPSSN | Autres  PNUD  Autres  Autres  PNUD  PNUD  PNUD | 71205-serv contr  75700-ateliers  71305-serv contr  72600-serv  71620'missions  71405-serv contr  74525 divers | Consul. Nat=  Ateliers/Format. = 5,000  Sous-contrat=  Équipements=  Missions/Dépla.= 10,000  Prof.Nat. = 30,000  Divers/Fonct.=5, 000 |
| - Définir ou réactualiser les procédures et mécanismes d’appui aux projets productifs des ménages pauvres |  | x | x | x | MDS/CSO |
| - Signer des protocoles de partenariat avec la CACMU du Ministère de la santé et de l’action sociale et les SFD et Mutuelles de santé concernés en appui au programme national de couverture maladie universelle  - Assurer le suivi évaluation |  |  | x | x | MDS/CSO/MSAS |
| **TOTAL Produit 2.1.2** | | | | | | | | PNUD = 50,000 **Total =  50,000** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PRODUIT RECHERCHE** | **ACTIVITES** | **CHRONOGRAMME** | | | | **PARTIE RESPONSBALE** | **BUDGET** | | |
| **Q1** | **Q2** | **Q3** | **Q4** | Source de fonds | Description Budget | Montant (USD) |
| **Produit 2.1.3**  **L’accès des groupes vulnérables aux services sociaux de base (socle social) est amélioré**  **Ligne de base :**  16 infrastructures sociales de base réalisées. Pas de travaux HIMO  **Indicateurs**:  - nombre de filets sociaux mis en place  - nature des filets sociaux mis en place  - nature des travaux HIMO réalisés  - nombre de jeunes et femmes ayant bénéficié de travaux HIMO  - nombre de femmes et de jeunes formés | - Définir les procédures et mécanismes de réalisation des travaux HIMO par section ; |  | X | X | X | MDS/CSO/CL | Autres  PNUD  Autres  Autres  PNUD  PNUD  Autres | 71205-serv contr  75700-ateliers  71305-serv contr  72600-serv  71620'missions  71405-serv contr  74525 divers | Consul. Nat=  Ateliers/Format. = 5,000  Sous-contrat=  Équipements=  Missions/Dépla.= 5,000  Prof.Nat. = 30, 000  Divers/Fonct.= |
| - Concevoir des filets sociaux pour l’accès des ménages pauvres au socle social de base (eau/assainissement, éducation, santé, chocs et crises …) ; |  | X | X | X | MDS/CSO/ CL |
| - Renforcer les capacités techniques et managériales des jeunes et des femmes impliquées dans la réalisation, la gestion, l’entretien et la maintenance des travaux HIMO |  | X | X | X | MDS/CSO/ CL |
| **TOTAL Produit 2.1.3** | | | | | | | | PNUD =  40,000 **Total = 40,000** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PRODUIT RECHERCHE** | **ACTIVITES** | **CHRONOGRAMME** | | | | **PARTIE RESPONSBALE** | **BUDGET** | | |
| **Q1** | **Q2** | **Q3** | **Q4** | Source de fonds | Description Budget | Montant (USD) |
| **Produit 2.2.1:**  **Les capacités de mise en œuvre et de suivi de la SNDES au niveau national et déconcentré sont renforcées au profit des groupes vulnérables**  **Ligne de base :** le RNDH est produit tous les deux ans  **Indicateurs**:  -Nombre de sessions de formation organisées pour partenaires institutionnels et de la société civile au niveau national et local  - Nombre de personnes formées  - nombre de rapports de suivi OMD élaborés  - nombre de rapports RNDH diffusés | - Identifier les besoins en renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre et le suivi de la SNDES  - Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités  des acteurs, partenaires institutionnels et de la société civile au niveau national et local  - Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources pour le programme |  | X | X | X | MDS/CSO/ DGP/UCSPE /ANSD/DCEF | Autres  PNUD  Autres  Autres  PNUD  PNUD  Autres | 71205-serv contr  75700-ateliers  71305-serv contr  72600-serv  71620'missions  71405-serv contr  74525 divers | Consul. Nat=  Ateliers/Format. = 20,000  Sous-contrat=  Équipements=  Missions/Dépla.= 5,000  Prof.Nat. = 30,000  Divers/Fonct.= |
| - Elaborer annuellement le rapport de suivi des OMD |  |  | X | X | MDS/CSO/ DGP/UCSPE |
| - Elaborer, éditer et diffuser le RNDH/ Lancement du RMDH |  |  | X | X | MDS/CSO/ DGP/DPN |
| **TOTAL Produit 2.2.1** | | | | | | | | PNUD = 55,000 **Total =  55,000** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PRODUIT RECHERCHE** | **ACTIVITES** | **CHRONOGRAMME** | | | | **PARTIE RESPONSBALE** | **BUDGET** | | |
| **Q1** | **Q2** | **Q3** | **Q4** | Source de fonds | Description Budget | Montant (USD) |
| **Produit 2.2.2:**  **Les systèmes de suivi de la pauvreté et du Développement Humains sont renforcés et rendus fonctionnels au niveau national et local**  **Ligne de base :** observatoire non fonctionnel  **Indicateurs**:   * équipe OCV recruté * un entrepôt de données alimenté * nombre d’ateliers et fora d’échange organisés au niveau national et local * nombre personnes formées * cartographie de la vulnérabilité disponible * nombre et thématiques d’études stratégiques réalisées * un DISEC fonctionnel | * Animer des fora et des ateliers d'échange au niveau central et régional, entre autres sur les stratégies, les politiques et les programmes affectant les conditions de vie et le développement humain * Appuyer la formulation du plan stratégique de l’OCV |  | X | X | X | MDS/ANDS | Autres  PNUD  Autres  Autres  PNUD  PNUD  PNUD | 71205-serv contr  75700-ateliers  71305-serv contr  72600-serv  71620'missions  71405-serv contr  74525 divers | Consul. Nat=  Ateliers/Format. = 10,000  Sous-contrat=  Équipements=  Missions/Dépla.= 5,000  Prof.Nat. = 30,000  Divers/Fonct.= 5,500 |
|  |  |  | X | X | MDS/ANDS |
| * Renforcer le dispositif de coordination, de suivi évaluation et d’information sur la pauvreté et la protection sociale des GV * Mettre en œuvre un DISEC opérationnel   - Assurer la gestion et le suivi des actions. |  | X | X | X | MDS/CSO/UCSPE |
| - Appuyer les revues sectorielles et la revue annuelle de la SNDES/ travaux préparatoires et suivi Groupe Consultatif des BF;  - Appuyer la DCEF sur la mise en œuvre et le suivi de l’efficacité de l’aide  - Organiser et/ou participer à des fora et ateliers d’échange et de partage sur les expériences réussies au niveau national et international |  |  |  |  | MDS/CSO/UCSPE/DCEF |
| **TOTAL Produit 2.2.2** | | | | | | | | PNUD = 50,500 **Total =  50,500** |

# PARTIE XII–BUDGET COUVRANT LA CONTRIBUTION DES BAILLEURS ET DU GOUVERNEMENT

## 12.1. REPARTITION DE LA CONTRIBUTION DU PNUD PAR ANNEE (en $ EU)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rubriques** | **Année1** | **Année2** | **Année3** | **Année4** | **Année 5** | **Total** |
| **Produit 1.1.1** | 20,000 | 40,000 | 44,500 | 30,000 | 20,000 | 154, 500 |
| **Produit 1.1.2** | 35,000 | 85,000 | 90,000 | 60,000 | 40,000 | 310, 000 |
| **Produit 1.1.3** | 25,000 | 55,000 | 80,000 | 50,000 | 50,000 | 260, 000 |
| **Produit 1.2.1** | 25, 000 | 25, 000 | 35, 000 | 25, 000 | 25, 000 | 135, 000 |
| **Produit 1.2.2** | 25, 000 | 25, 000 | 35, 000 | 25, 000 | 25, 000 | 135, 000 |
| **Produit 2.1.1:** | 45, 000 | 75, 000 | 60, 000 | 56, 073 | 40, 000 | 276, 073 |
| **Produit 2.1.2:** | 40, 000 | 100, 000 | 80, 000 | 80, 000 | 40, 000 | 340, 000 |
| **Produit 2.1.3** | 40, 000 | 130, 000 | 130, 000 | 100, 000 | 100, 000 | 500, 000 |
| **Produit 2.2.1:** | 35, 000 | 50, 000 | 25, 000 | 25, 000 | 18, 927 | 153,927 |
| **Produit 2.2.2:** | 40, 000 | 75, 000 | 50, 500 | 40, 000 | 30, 000 | 235500 |
| **Total** | **330,000** | **664,500** | **630,000** | **491, 073** | **388, 927** | **2,500, 000** |

## 12.2. REPARTITION DE LA CONTRIBUTION DU LUXEMBOURG PAR ANNEE (en $ EU)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rubriques** | **Année1** | **Année2** | **Année3** | **Année4** | **Année 5** | **Total** |
| **Produit 1.2.1** | 65, 500 | 65, 500 | 65, 500 | 65, 500 | 65, 500 | 327, 500 |
| **Produit 1.2.2** | 65, 500 | 65, 500 | 65, 500 | 65, 500 | 65, 500 | 327, 500 |
| **Total** | **131, 000** | **131, 000** | **131, 000** | **131, 000** | **131, 000** | **655, 000** |

## 12.3. REPARTITION DE LA CONTRIBUTION A RECHERCHER PAR ANNEE (en $ EU)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rubriques** | **Année1** | **Année2** | **Année3** | **Année4** | **Année 5** | **Total** |
| **Produit 1.1.1** |  | 50, 000 | 50, 000 | 50, 000 | 69,000 | 219, 000 |
| **Produit 1.1.2** |  | 150, 000 | 200, 000 | 200, 000 | 150,000 | 700, 000 |
| **Produit 1.1.3** |  | 190, 000 | 200, 000 | 150, 000 | 160,000 | 700, 000 |
| **Produit 1.2.1** |  | 100, 000 | 100, 000 | 100, 000 | 200,000 | 500, 000 |
| **Produit 1.2.2** |  | 20, 791 | 20, 791 | 20, 791 | 41,582 | 103, 955 |
| **Produit 2.1.1:** |  | 100, 000 | 85, 000 | 50, 000 | 65,000 | 300, 000 |
| **Produit 2.1.2:** |  | 150, 000 | 150, 000 | 150, 000 | 116,189 | 566, 189 |
| **Produit 2.1.3** |  | 300, 000 | 400, 000 | 300, 000 | 200,000 | 1, 200, 000 |
| **Produit 2.2.1:** |  | 100, 000 | 50, 000 | 50, 000 | 141,101 | 341, 101 |
| **Produit 2.2.2:** |  | 150, 000 | 150, 000 | 150, 000 | 150,000 | 600, 000 |
| **Total** |  | **1, 315, 000** | **1, 410, 000** | **1, 220, 000** | **1, 292,872** | **5, 230, 245** |

## 12.4. REPARTITION DE LA CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT PAR ANNEE (en FCFA)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rubriques** | **Année1** | **Année2** | **Année3** | **Année4** | **Année 5** | **Total** |
| **Personnel** | 4 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 | 20 000 000 |
| **Formation** | 16 000 000 | 16 000 000 | 16 000 000 | 16 000 000 | 16 000 000 | 80 000 000 |
| **Locaux** | 8 640 000 | 8 640 000 | 8 640 000 | 8 640 000 | 8 640 000 | 43 200 000 |
| **Fonctionnement** | 14 560 000 | 14 560 000 | 14 560 000 | 14 560 000 | 14 560 000 | 72 800 000 |
| **Total** | 43 200 000 | 43 200 000 | 43 200 000 | 43 200 000 | 43 200 000 | 216 000 000 |

# PARTIE XIII–ANNEXES

## 13.1. SYNOPTIQUE DE SUIVI DES ACTIONS MAJEURES

| **Année** | **Janv.** | **Fév.** | **Mars** | **Avril** | **Mai** | **Juin** | **Juil.** | **Août** | **Sept** | **Oct.** | **Nov.** | **Déc.** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **2012** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | CLEP  Rapport  CPP |
| **2013** |  |  | Audit annuel | Atelier de lancement  Atelier de planification 2013  CPP |  | Missions de terrain |  | Visite de terrain |  | Visite de terrain |  | Atelier de planification 2014  Rapport  Inventaire annuel |
| **2014** | CPP |  | Audit annuel | Mission de terrain |  |  | Visite de terrain |  |  | Visite de terrain |  | Atelier de planification 2015  Rapport  Inventaire annuel |
| **2015** | CPP |  | Audit annuel | Missions de terrain |  |  | Visite de terrain | TDR Evaluation à mi-parcours |  | Visite de terrain | Evaluation à mi-parcours | Atelier de planification 2016  Rapport  Inventaire annuel |
| **2016** | CPP |  | Audit annuel | Missions de terrain |  |  | Visite de terrain |  |  | Visite de terrain |  | Atelier de planification 2017  Rapport  Inventaire annuel |
| **2017** | CPP |  | Audit annuel | Missions de terrain |  |  | Visite de terrain |  |  | TDR Eval. finale |  |  |
| **2018** | Evaluation finale  Draft Rapport final |  | Audit final  Clôture financière |  | CPP Final  Transfert équipements  Fin Projet Clôture physique et financière |  |  |  |  |  |  |  |

## 13.2. TERMES DE REFERENCES DU PERSONNEL

**Titre du Poste : Coordonnateur National**

**Lieu d’Affectation : Dakar**

**Description des Tâches :**

Sous l’autorité du Ministre en charge du Développement Social, le Coordonnateur National du Programme est chargé de :

- l’administration, l’exécution et la coordination de l’ensemble des activités du programme ;

- la conception, la planification, le suivi et l’évaluation du programme en collaboration avec les autres partenaires ;

- la promotion du partenariat et des alliances avec les Projets, Programmes et agences d’exécution ;

- l’intégration, la coordination et la gestion des membres de l’équipe.

**Qualifications :**

Le titulaire doit avoir :

* au moins un diplôme Master ou formation équivalente en sciences sociales, socio-économie, économie, droit, sociologie, ingéniorat;
* au moins 10 ans d’expérience professionnelle dans la gestion, la coordination et le suivi-évaluation des programmes de lutte contre la pauvreté et de protection sociale;
* une bonne connaissance des mécanismes et procédures du PNUD et autres partenaires;
* une parfaite maîtrise des outils de planification;
* une expérience dans l’élaboration et l’exécution des programmes/projets ;
* des aptitudes et des facilités de communication ;
* une parfaite maîtrise de l’outil informatique, du français et de l’anglais.

**Titre du Poste : Expert en Suivi Evaluation**

**Lieu d’Affectation : Dakar**

**Description des Tâches :**

Sous l’autorité du Coordonnateur National, l’Expert en S/E est chargé de :

* Assurer la coordination du système d’information de la CS/PLCP et du dispositif de suivi évaluation du programme ;
* Conduire les activités de suivi évaluation du programme ;
* Mettre en place et animer le dispositif de suivi évaluation du PRODES/PRP ;
* appuyer la SCO/PLCP dans le renforcement de son système d’information et son articulation avec l’ANSD ;
* Concevoir et diffuser des outils de collecte et de traitement des données adaptés au besoin du programme ;
* Elaborer des contrats de performance permettant à chaque partie prenante impliqués dans le programme d’avoir un tableau de bord spécifique ;
* Contribuer à l’élaboration et à la mise en œuvre du plan de formation du programme ;
* Conduire les travaux d’études et d’analyse dans le cadre du programme ;
* Assurer la synthèse des plans de travail et rapports du programme ;
* Assurer la capitalisation des expériences et bonnes pratiques du programme ;
* Appuyer à l’élaboration et à la mise en œuvre du plan de communication du programme ;
* Exécuter toutes autres tâches que le Coordonnateur National lui confiera pour l’atteinte des objectifs du programme.

**Qualifications**

* Avoir un diplôme d’études supérieures en sciences sociales ou ingénieur statisticien;
* Expérience avérée en suivi évaluation dans des programmes/projets de développement;
* Avoir une capacité de planification participative, de communication et d’organisation;
* Bonne maîtrise des outils de suivi évaluation en particulier des outils informatiques ;
* Avoir une capacité d’analyse, rédactionnelle et de synthèse en français ;
* Avoir une aptitude à travailler en équipe ;
* Avoir une expertise informatique et une maîtrise du français et de l’anglais.

**Titre du Poste : Responsable Administratif et Financier (RAF)**

**Lieu d’Affectation : Dakar**

**Durée du contrat : Un an renouvelable**

**Description des Tâches :**

Sous l’autorité du Coordonnateur National, le RAF est chargé de :

- Exécuter les tâches administratives, comptables et financières suivant les procédures de l’exécution nationale ;

- Préparer les états des déclarations fiscales et sociales ;

- Gérer les ressources humaines, les contractants, et les immobilisations suivant les dispositions de la législation sénégalaise en vigueur ;

- Fournir les pièces justificatives des dépenses ;

- Prendre action de manière à ce que le compte du programme soit toujours alimenté à temps ;

- Produire les états financiers trimestriels et annuels ;

- Gérer les biens mobiliers et immobiliers, le matériel et la logistique ;

- Produire les rapports financiers mensuels dans les délais ;

- Participer aux audits du programme ;

- Exécuter toutes autres tâches que le Coordonnateur National lui confiera pour l’atteinte des objectifs du programme.

**Qualifications**

* Avoir un diplôme d’études supérieures en comptabilité (DESC)  ou formation équivalente;
* Avoir une expérience minimale de cinq ans en gestion administrative et financière de programmes de développement ;
* Etre familier aux procédures comptables du PNUD et aux procédures de mise en œuvre de la comptabilité nationale ;
* Etre familier (e) avec les procédures d’acquisition de biens et services en conformité avec la législation sénégalaise;
* Avoir une expertise informatique et une maîtrise du français et de l’anglais.

**Titre du Poste : Assistant Administratif et Financier (AAF)**

**Lieu d’affectation : Dakar**

**Durée de l’engagement : 1 an renouvelable**

**Description des tâches**

Sous la supervision du/de la responsable administratif et financier, l’Assistant (e) administratif et financier est chargé (e) de la comptabilité matière et du personnel.

A ce titre :

**A/ Comptabilité des Matières**

*+ Assurer la gestion des stocks à savoir :*

* contrôler que les consommations sont normales et autorisées
* enregistrer d’une façon permanente les stocks et suivre leur destination finale et leur consommation
* ranger physiquement les articles et assurer leur protection.

*+ Gestion des immobilisations qui consiste à :*

* suivre d’une façon permanente les biens immobilisés et assurer une distinction entre les dépenses d’investissement et celles de fonctionnement
* garantir l’existence physique des immobilisations et assurer leur protection

*+ Inventaire physique périodique à savoir :*

* procéder à un inventaire exhaustif des existants physiques au moins une fois par an, en faciliter leur localisation pour permettre de faire le point sur l’état des biens du programme.

*+ Maintenance et assistance :*

* veiller à la souscription et à l’application stricte de contrats de maintenance du matériel informatique et photocopieur
* veiller à la bonne gestion du carburant.

**B/ Administration – Personnel**

En collaboration avec le/la responsable Administratif et Financier, il/elle doit :

* suivre les effectifs ;
* gérer quotidiennement le personnel (fiche de présence, fiche de contrôle des véhicules, congés, maladie) ;
* exécuter toutes autres tâches que le Coordonnateur National et le Responsable Administratif et Financier du programme lui confieront.

**Qualifications requises**

Le / la candidat (e) est un(e) comptable ayant :

* un niveau minimum de Diplôme de Technicien Supérieur en comptabilité et finances (DUT ou équivalent)
* une expérience professionnelle d’au moins cinq (5) ans
* une bonne pratique des procédures des bailleurs de fonds notamment du PNUD
* une pratique des logiciels de traitement de texte sous Windows et des tableurs et des logiciels de comptabilité
* disponibilité immédiate.

**Titre du Poste : Experts (2) Responsable d’antenne**

**Lieu d’Affectation : Saint-Louis, Kaolack**

**Durée de l’Engagement : 1 an Renouvelable**

**Description des Tâches :**

Sous l’autorité du Coordonnateur Nationale titulaire est chargé de :

* promouvoir une dynamique effective de partenariats/alliances avec les différents acteurs
* impulser la mise en place de plateformes techniques opérationnelles permettant un développement économique et social durable. Cette démarche requiert la constitution d’espaces économiques viables avec un ciblage axé sur des sites polarisant plusieurs villages ou quartiers et conduisant à l’émergence de Centres Pilotes du Millénaire pour le Développement (CPMD) ;
* impulser l’établissement, dans chaque communauté rurale et spécifiquement dans chaque CPMD, un Cadre Partenarial de Résultats et les protocoles d’accord pour la synergie /complémentarité visée ;
* assister aux concertations/réunions locales, aux CRD, CDD et CLD susceptibles de servir et faciliter la bonne visibilité du Programme;
* contribuer à la mise en place du Plan de suivi évaluation de présent programme et animer son alimentation ;
* appuyer la Préparation des Comités de Pilotage ;
* assurer la Coordination de l’Equipe de l’Antenne Régionale ;
* élaborer le Plan Annuel d’Exécution Technique et Financière de l’Antenne ;
* transmettre les Justificatifs des Dépenses effectuées par l’Antenne ;
* participer à l’Elaboration et au Suivi du Budget concernant les Activités de l’Antenne ;
* gérer les Equipements et les stocks mis à la disposition de l’Antenne ;
* assurer la gestion axée sur les résultats ;
* Exécuter toutes autres tâches que le Coordonnateur National lui confiera pour l’atteinte des objectifs du programme.

Le titulaire est responsable de l’utilisation de toutes les Ressources Financières mises à la disposition de l’Antenne notamment de la Petite Caisse.

**Qualifications Requises :**

Le/la candidat (e) est un (e) Spécialiste des Sciences Sociales (socio économie, économie, management) ayant :

* Au minimum le niveau Bac + 4 ans de formation académique dans un des domaines relevant des sciences sociales indiquées ou l’équivalent ;
* Une Expérience Professionnelle d’au moins cinq (5) ans dans l’Administration et la conduite des Programmes de lutte contre la pauvreté ;
* Une Expérience Pertinente dans la conduite ou la participation à des Activités de Lutte contre la Pauvreté, notamment en matière de Protection Sociale ;
* Une bonne pratique des procédures des Bailleurs de Fonds notamment du PNUD ;
* Des Capacités de Négociateur pour impulser le Partenariat et les Alliances avec les Programmes, Programmes et Agences d’Exécution, les Collectivités Locales…
* Des Aptitudes au Travail en Equipe ;
* Une Pratique Excellente des logiciels de Traitement de Texte sous Windows et des Tableurs ;

**Titre du Poste : Animateurs /Animatrices (4)**

**Lieu d’Affectation : Saint-Louis (1), Matam (1), Thiès (1) et Kaolack (1)**

**Durée de l’Engagement : 1 an Renouvelable**

**Description des Tâches :**

Sous la supervision du responsable de l’Antenne, l’animateur basé soit à Matam, à Saint-Louis, à Thiès et à Kaolack sera chargé chacun en ce qui le concerne de :

* contribuer à l’élaboration et à l’exécution du plan d’exécution technique et financière de l’antenne ;
* participer à la mise en œuvre des stratégies/plans de structuration et de formation/information/sensibilisation des bénéficiaires;
* concourir à l’établissement d’alliances et partenariats dans la zone du programme ;
* participer à la mise en œuvre du programme d’insertion en relation avec les acteurs concernés ;
* contribuer à la préparation des réunions/ateliers ; à l’organisation des missions /visites de terrain avec les partenaires, et à l’amélioration de la visibilité du présent programme ;
* participer à la préparation des rapports de l’Antenne ;
* animer la mobilisation des bénéficiaires ;
* participer aux actions de sensibilisation sur la promotion du genre et sur la lutte contre le VIH/SIDA.
* Exécuter toutes autres tâches que le Coordonnateur National et le responsable d’antenne lui confieront pour l’atteinte des objectifs du programme.

**Qualifications requises :**

Le/La candidat (e) est un (e) spécialiste en développement communautaire ou développement local disposant :

* au moins d’un diplôme de Bac + 2 ou équivalent dans les domaines des sciences sociales/développement communautaire ;
* d’une expérience professionnelle d’au moins dix (10) ans dans le développement communautaire ;
* d’une expérience pertinente dans l’organisation des groupes vulnérables;
* d’une bonne pratique des progiciels de traitement de texte sous Windows et des tableurs.

**13.3. SCHEMA DE LA CHAINE DES RESULTATS**

**PROGRAMME DE REDUCTION DE LA PAUVRETE ET DE RENFORCEMENT DES DYNAMYQUES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**PRODES/PRP**

**ARTICULATION AVEC SNDES ET UNDAF**

**Axes de la SNDES**

**Effets UNDAF**

**Composantes : PRODES/PRP**

**Composante 1: Renforcement des dynamiques locales de Développement Economique et Social**

**Effet 1: Les revenus des populations/producteurs ruraux (H/F) sont accrus dans les zones d’intervention**

**Axe 1: Croissance, productivité et création de richesses**

**Composante 2: Appui à la mise en œuvre et au suivi de la SNDES et de l’INPS**

**Effet 5: Les groupes vulnérables bénéficient d’un système de protection sociale adéquat**

**Axe 2: Capital Humain, Protection Sociale et Développement Durable**

**PROGRAMME DE REDUCTION DE LA PAUVRETE ET DE RENFORCEMENT DES DYNAMYQUES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**PRODES/PRP**

**COMPOSANTE 2**

**Appui à la mise en œuvre et au suivi de la SNDES et de l’INPS**

**COMPOSANTE 1**

**Renforcement des dynamiques économiques locales et promotion de l’emploi des femmes et des jeunes**

**Volet 1.2**

**Renforcement et élargissement du dispositif de financement de l’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP**

**Produit 2.2.2**

Les systèmes de suivi de la pauvreté et du développement humain sont renforcés et rendus fonctionnels au niveau national et local

**Produit 2.2.1**

Les capacités de mise en œuvre de stratégies au niveau national et déconcentré sont renforcées au profit des groupes vulnérables

**Produit 1.1.2**

Les capacités des promoteurs/trices et autres acteurs de l’insertion sont renforcées

**Produit 1.2.1**

Le dispositif financier d’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP est renforcé et élargi

**Volet 1.1**

**Promotion des initiatives de développement économique locale**

**Produit 2.1.3**

L’accès des groupes vulnérables aux services sociaux de base (socle social) est amélioré

**Produit 2.1.2**

Le dispositif d’appui à l’accès des ménages pauvres aux actifs économiques est mis en place et rendu fonctionnel

**Produit 2.1.1**

Le dispositif national de l’INPS est renforcé au profit des groupes vulnérables

**Volet 2.1**

**Renforcement de la Protection Sociale des groupes vulnérables pour une Croissance Economique inclusive**

**Volet 2.2**

**Appui au pilotage stratégique de la SNDES et au suivi de la pauvreté pour la promotion du développement humain durable**

**Produit 1.1.2**

L’accès aux mécanismes de financement au profit des femmes et des jeunes porteurs/euses de projets est renforcé

**Produit 1.1.3**

Des infrastructures et équipements de soutien à l’économie locale sont mis en place et renforcés

**Produit 1.1.1**

Les capacités managériales, techniques et technologiques des porteurs d’initiatives et des partenaires institutionnels sont renforcées

**COMPOSANTE 1 :**

**Renforcement des dynamiques économiques locales et promotion de l’emploi des femmes et des jeunes**

**Produit 1.1.1**

Les capacités managériales, techniques et technologiques des porteurs d’initiatives et des partenaires institutionnels sont renforcées

**Volet 1.2**

**Renforcement et élargissement du dispositif de financement de l’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP**

**Volet 1.1**

**Promotion des initiatives de développement économique locale**

**Cible 3**

2013 à 2017, Un système d’entretien, de maintenance, de gestion et de suivi des infrastructures et équipements productifs est mis en place et fonctionnels

**Cible 3**

2013 à 2017, au moins 1500 jeunes issus du système de l’ETFP ont accès aux lignes de crédits mises en place, en partenariat avec le Système Financier

**Cible 2**

2013 à 2017, de nouveaux produits financiers adaptés aux jeunes du système de l’ETFP sont conçus et mis en œuvre

**Cible 1**

2013 à 2017, un plan de renforcement des capacités des promoteurs issus du système de l’ETFP et des autres acteurs est élaboré et mis en œuvre

**Cible 1**

2013 à 2017, le mécanisme de financement de l’insertion des jeunes du système de l’ETFP est réactualisé et validé

**Produit 1.2.1**

Le dispositif financier d’insertion des jeunes issus du système de l’ETFP est renforcé et élargi

**Cible 3**

2013 à 2017, un système d’information, de gestion et de suivi évaluation des porteurs de projets est assuré

**Cible 1**

2013 à 2017, un plan de renforcement des capacités managériales, techniques et technologiques est conçu et mis en œuvre

**Cible 2**

2013 à 2017, au moins 400 MPE sont mis en place au profit des femmes et des jeunes

**Cible 3**

2013 à 2017, les capacités des partenaires institutionnels impliqués dans l’accompagnement des promoteurs sont renforcées

**Cible 2**

2013 à 2017, des infrastructures et équipements de soutien sont mis à la disposition des femmes et jeunes promoteurs pour accroître la productivité de leurs activités

**Cible 1**

2013 à 2017, des procédures et mécanismes d’acquisition des infrastructures et équipements de soutien à l’économie sont développés et mis en œuvre

**Produit 1.1.3**

Des infrastructures et équipements de soutien à l’économie locale sont mis en place et renforcés

**Cible 1**

2013 à 2017, des mécanismes de financement des projets des jeunes sont développés et mis en œuvre en partenariat avec les SFD

**Cible 2**

2013 à 2017, au moins 4 000femmes et jeunes issues des zones d’intervention ciblées ont accès aux financements et développent des activités économiques (MPE)

**Produit 1.1.2**

L’accès aux mécanismes de financement au profit des femmes et des jeunes porteurs/euses de MPE s’est renforcé

**Cible 3**

2013 –2017, un système d’information, de gestion et de suivi évaluation du financement de l’insertion est fonctionnel

**Cible 2**

2013 à 2017, un plan de communication efficace sur le fonds d’insertion est disponible et mis en œuvrede manière permanente

**Produit 1.2.2**

Les capacités des promoteurs/trices et autres acteurs de l’insertion sont renforcées

**COMPOSANTE 2 :**

**Appui à la mise en œuvre et au suivi de la SNDES et de l’INPS**

**Produit 2.1.1**

Le dispositif national de l’INPS est renforcé au profit des groupes vulnérables

**Volet 2.2**

**Appui au pilotage stratégique de la SNDES et au suivi de la pauvreté pour la promotion du développement humain durable**

**Volet 2.1**

**Renforcement de la Protection Sociale des groupes vulnérables pour une croissance Economique Inclusive**

**Cible 4**

2013 -2017, les revues sectorielles et le suivi de la mise en œuvre de la SNDES sont régulièrement organisés et alimentent les plateformes de dialogue entre les acteurs

**Cible 1**

2013 -2017, un plan de renforcement des capacités des acteurs et partenaires institutionnels   au niveau national et local, en matière de formulation, de mise en œuvre et de coordination de projets et programmes, est élaboré et mis en œuvre

**Cible 2**

2013 -2017, le suivi annuel des OMD et agenda post OMD est assuré

**Cible 3**

2013 -2017, les dispositifs de coordination, de suivi évaluation et d’information sur les GV/pauvreté et la protection sociale sont renforcés

**Cible 2**

2013 -2017, Profil et tendances de pauvreté élaborés tous les deux ans (Études stratégiques sur la Protection Sociale, la vulnérabilité, legenre

**Cible 1**

2013 -2017, Observatoire est rendu fonctionnel

**Cible 3**

2013 -2017, le RNDH est produit tous les deux ans

**Cible 3**

2013 -2017, les communautés de base assurent la gestion, la maintenance et le suivi des services sociaux et équipements de base dans les zones d’intervention

**Cible 3**

2013 -2017, des produits d’assurance maladie adaptés sont développés pour sécuriser les revenus (actifs économiques) des ménages pauvres des collectivités locales d’intervention

**Cible 3**

2013 -2017, les plans d’actions des plateformes régionales et départementales de prise en charge des groupes vulnérables sont élaborés

**Cible 2**

2013 -2017, des services sociaux de base issus des plans d’actions sont réalisés pour améliorer la qualité de vie des ménages pauvres

**Cible 1**

2013 -2017, des modèles de contractualisation sur les travaux HIMO sont développés en relation avec les collectivités locales au profit des jeunes issus de familles pauvres

**Cible 2**

2013 -2017, un cadre institutionnel et communautaire de prise en charge des groupes vulnérables est mis en place et fonctionnel dans les zones d’intervention

**Cible 2**

2013 -2017, au moins 26 660 ménages pauvres utilisent les lignes de crédits adaptées mises en place pour réaliser leurs projets productifs

**Cible 1**

2013 -2017, un modèle de ciblage des groupes vulnérables est disponible et mis en œuvre dans les zones d’intervention

**Cible 1**

2013 -2017, un système d’appui aux projets productifs de ménages pauvres est développé dans les zones de concentration (transferts économiques)

**Produit 2.1.3**

L’accès des groupes vulnérables aux services sociaux de base (socle social) est amélioré

**Produit 2.1.2**

Le dispositif d’appui à l’accès des ménages pauvres aux actifs économiques est mis en place et rendu fonctionnel

**Produit 2.2.2**

Les systèmes de suivi de la pauvreté et du Développement Humains sont renforcés et rendus fonctionnels au niveau national et local

**Produit 2.2.1**

Les capacités de mise en œuvre de stratégies au niveau national et déconcentré sont renforcées au profit des groupes vulnérables